



AUTORITÉ CONTRACTANTE

BRENT HYGAARD

AAO

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE
ET DÉVELOPPEMENT CANADA**

125, promenade Sussex

Ottawa (Ontario) K1A 0G2

CANADA

Courriel :

brent.hygaard:@international.gc.ca

Demande de propositions (DP)

concernant

l'exécution des travaux décrits dans
l'Énoncé de travail de l'avant-projet
de contrat à l'annexe 'A'.

TITRE

Examen complet global des assurances pour employés
recrutés sur place (ERP)

**NUMÉRO D'APPEL
D'OFFRES**

15-103327-ALDP-BH

DATE

10/07/2015

ENVOI DE LA PROPOSITION

Pour être déclarées valides, les propositions doivent avoir été
reçues au plus tard à 14h00 le 24 août 2015 (heure d'Ottawa,
Ontario). Aux présentes, cette date est appelée « date de
clôture ».

Seules les copies électroniques seront acceptées et reçues à
l'adresse suivante :

AAC@international.gc.ca

À l'attention de : Brent Hygaard- AAO

N° de l'appel : 15-103327-ALDP-BH

Les soumissionnaires doivent veiller à ce que leurs nom et
adresse ainsi que la date de clôture et le numéro de la
demande de soumissions soient clairement inscrits dans le
champ « Objet » du courriel.



TABLE DES MATIÈRES

1.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1.	Résumé	3
1.2.	Énoncé de travail	3
1.3.	Définitions	3
1.4.	Documents du contrat	3
1.5.	Ordre de priorité des documents	3
1.6.	Lois applicables	4
1.7.	Ensemble des exigences	4
1.8.	Durée de validité des propositions	4
1.9.	Compte rendu	4
1.10.	Difficultés	4
1.11.	Aucune promotion de la part des soumissionnaires de leur intérêt dans le projet	5
2.	CAPACITÉ DE SOUMISSIONNER	5
2.1.	Capacité juridique	5
2.2.	Coentreprise	5
2.3.	Attestations	5
3.	DIRECTIVES POUR LA PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS	6
3.1.	Présentation des propositions	6
3.2.	Langue utilisée pour la proposition	7
3.3.	Propositions déposées en retard	7
3.4.	Conférence des soumissionnaires – Obligatoire	7
3.5.	Communications, demandes de renseignements et suggestions d'améliorations	8
3.6.	Coûts relatifs aux soumissions	8
3.7.	Justification des prix	8
4.	DROITS DU CANADA	9
4.1.	Droits du Canada	9
4.2.	Rejet des propositions	9
4.3.	Conflit d'intérêts – Avantage indu	10
5.	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS	10
6.	PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	11
6.1.	Déroulement de l'évaluation	11
6.2.	Base de sélection- Prix le plus bas par point	12
	PARTIE I – PROPOSITION TECHNIQUE	14
	PARTIE II – INSTRUCTIONS POUR LA PROPOSITION FINANCIÈRE	24
	PARTIE III- ATTESTATIONS PRÉALABLES À ATTRIBUTION DE MARCHÉ	26
	PARTIE IV- CONTRAT DES MARCHÉS	30
	ANNEXE 'A'- ÉNONCÉ DE TRAVAIL	43
	ANNEXE 'B'- FORMULAIRE DE PROPOSITION FINANCIERE / BASE DE PAIEMENT	51
	PARTIE V- EXIGENCES DE SÉCURITÉ	56
	ANNEXE 'C'- ARRANGEMENT ACTUEL DES COUVERTURES D'ASSURANCE	58



1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Résumé

- a) Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) souhaite obtenir des conseils en vue de concevoir et de mettre en œuvre une approche plus moderne et simplifiée de l'offre de prestations d'assurance aux employés recrutés sur place (ERP). Ces employés travaillent à l'extérieur du Canada, dans les missions diplomatiques du gouvernement du Canada (« missions ») partout dans le monde.
- b) la période du contrat sera de deux (2) années avec une (1) période optionnelle d'une (1) année.

1.2. Énoncé de travail

Les travaux à exécuter sont décrits en détail en annexe 'A' dans l'Énoncé de travail de l'avant-projet de contrat.

1.3. Définitions

« Canada », « Couronne » ou « le gouvernement » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

Le terme « offre » désigne une proposition, et les deux peuvent être utilisés de manière interchangeable dans le présent document.

Par « soumissionnaire », on entend la personne ou l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui soumet une proposition en vue d'exécuter un contrat de biens ou de services, ou les deux. Ce terme ne comprend pas la société mère, les sociétés filiales ou affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

Le terme « taxe applicable » désigne toute taxe applicable dans la province, le territoire ou le pays où se dérouleront les travaux.

1.4. Documents du contrat

L'avant-projet de contrat et l'énoncé de travail que le soumissionnaire retenu devra exécuter sont inclus dans la présente demande de propositions (DP), aux annexes A et B. Les soumissionnaires sont invités à les examiner en détail et à relever les clauses problématiques auprès de l'autorité contractante, conformément à la clause 3.5 – Communications, demandes de renseignements et suggestions d'améliorations. Le Canada se réserve le droit de n'apporter aucune modification aux documents du contrat avant l'octroi de ce dernier.

1.5. Ordre de priorité des documents

Dans l'éventualité d'écarts, de contradictions ou d'ambiguïtés dans le libellé des documents ci-dessous, le document qui figure en premier lieu prévaudra.



1. Demande de propositions (DP)
2. Avant-projet de contrat
3. Partie I – Proposition technique
4. Partie II – Proposition de prix

1.6. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario au Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

1.7. Ensemble des exigences

Les documents de la DP contiennent toutes les exigences relatives à cette dernière. Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou obtenu par lui auprès de qui que ce soit n'est pas pertinent. Les soumissionnaires ne doivent pas présumer que les pratiques utilisées dans le cadre de contrats antérieurs continueront de s'appliquer, à moins qu'elles ne soient décrites dans la demande de propositions. Ils ne doivent pas non plus présumer que leurs capacités actuelles satisfont aux exigences de la demande de propositions simplement parce qu'elles ont déjà satisfait à des exigences précédentes.

1.8. Durée de validité des propositions

Les propositions seront valables pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de clôture de la DP, à moins d'avis contraire dans la DP. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des propositions recevables, dans un délai d'au moins trois (3) jours civils avant la fin de la période de validité des propositions. Si tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables acceptent de prolonger cette période, le Canada continuera d'évaluer les soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables, le Canada, à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou il annulera l'appel d'offres.

1.9. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la DP, au plus tard trente (30) jours après avoir été avisés de ces résultats. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.10. Difficultés

Le gouvernement du Canada a créé le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) pour permettre aux fournisseurs de porter plainte au sujet des appels d'offres, de l'évaluation des soumissions ou de l'octroi de contrats pour un marché donné, conformément aux accords commerciaux applicables. Nous vous invitons d'abord à faire part de vos préoccupations concernant le processus de demande et d'évaluation ou l'octroi qui en découle à l'autorité contractante. Si vous n'êtes pas satisfait, communiquez avec le TCCE au numéro sans frais 1-855-307-2488 ou visitez son site Web : <http://www.tcce.gc.ca/fr>.



1.11. Aucune promotion de la part des soumissionnaires de leur intérêt dans le projet

Les soumissionnaires doivent s'abstenir de faire des commentaires publics, de répondre à des questions dans un forum public ou de mener des activités pour favoriser ou pour annoncer publiquement leurs intérêts dans ce projet.

2. CAPACITÉ DE SOUMISSIONNER

2.1. Capacité juridique

Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de passer un marché. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande de l'autorité contractante, une déclaration et toutes les pièces justificatives voulues indiquant les lois en vertu desquelles l'entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si les soumissionnaires forment une coentreprise.

2.2. Coentreprise

1. Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelée consortium, pour déposer ensemble une soumission visant à combler un besoin. Les parties qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'ils forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :

- a. le nom de chaque membre de la coentreprise;
- b. le nom du représentant de la coentreprise (c.-à-d. du membre particulier choisi par les autres pour agir en leur nom), s'il y a lieu;
- c. le nom de la coentreprise, s'il y a lieu.

2. Si les renseignements contenus dans la proposition ne sont pas clairs, le soumissionnaire devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante.

3. Tous les membres de la coentreprise doivent signer la soumission et tout contrat subséquent, à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, en tout temps, exiger que chacun des membres de la coentreprise confirme que le représentant nommé est investi des pleins pouvoirs pour agir en tant que représentant aux fins de la DP et de tout contrat qui en découle. Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat subséquent.

2.3. Attestations

1. Les attestations que les soumissionnaires fournissent au Canada peuvent être soumises à une vérification de celui-ci à tout moment. Le Canada peut déclarer une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la période du contrat.



2. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de se conformer à cette demande, la proposition sera jugée non recevable.

3. DIRECTIVES POUR LA PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

3.1. Présentation des propositions

1. Les soumissions doivent être présentées uniquement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, au plus tard à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées à la page 1 de la demande de propositions. Le Canada n'assume aucune responsabilité en cas de livraison de la proposition à un autre endroit.
2. Lorsque le soumissionnaire soumet une proposition, qui est reçue par écrit et acceptée par le Canada, le Canada considère que cette proposition a valeur de contrat, car elle reflète les modalités proposées ou acceptées par écrit par le soumissionnaire retenu.
3. Le Canada exige que chaque proposition, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si ces signatures ne sont pas fournies selon les exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dans lequel il devra les fournir. Si le soumissionnaire n'accède pas à la requête de l'autorité contractante en omettant de fournir les signatures requises dans le délai prévu, son offre sera jugée irrecevable.

Si une proposition est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme aux dispositions de la clause 2.2 – Coentreprises.

4. Il appartient au soumissionnaire :

- a. de demander des précisions sur les exigences contenues dans la DP, au besoin, avant de déposer sa proposition;
 - b. de préparer sa proposition conformément aux instructions contenues dans la DP;
 - c. de déposer une proposition complète au plus tard à la date et à l'heure de clôture;
 - d. de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, son adresse de retour et le numéro de la DP soient clairement indiqués sur l'enveloppe ou les pièces jointes renfermant la proposition;
 - e. de soumettre une proposition claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés sur les prix, afin de permettre une évaluation complète et conforme aux critères établis dans la DP.
5. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les DP et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du site Web du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres>. Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Il n'enverra aucun avis si un APM, une DP ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les



modifications au moyen du SEAOG. Le soumissionnaire est tenu de consulter régulièrement le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable de tout oubli de la part du soumissionnaire, ni des services d'avis offerts par un tiers. |

6. Les propositions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées pour la DP ou avant deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées à leur expéditeur. Cela inclut les propositions des soumissionnaires non retenus. Toutes les propositions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. 1985, ch. P -21 et des autres lois applicables.
7. Sauf indication contraire dans la DP, le Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la proposition du soumissionnaire. Il n'évaluera pas les informations comme les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ni les manuels ou brochures techniques qui n'accompagnent pas la proposition.
8. Une proposition ne peut pas être cédée ni transférée, que ce soit en tout ou en partie.

3.2. Langue utilisée pour la proposition

Les documents de la proposition et les renseignements à l'appui doivent être présentés en français ou en anglais.

3.3. Propositions déposées en retard

Le Canada informera les soumissionnaires dont la proposition aura été livrée après la date et l'heure de clôture stipulées dans la DP. Si des copies papier ont été demandées, le Canada retournera les propositions non ouvertes sur demande ou les détruira.

3.4. Conférence des soumissionnaires – Obligatoire

Le soumissionnaire ou son représentant est tenu d'assister à la conférence. La conférence des soumissionnaires aura lieu au 111 Promenade Sussex, Salle S7-100, Ottawa, ON le mercredi 22 juillet, 2015 et débutera à 10h00. Les soumissionnaires devront apporter une pièce d'identité et signer à la réception du 111 Sussex. Il est recommandé d'arriver au moins 15 minutes à l'avance.

Les soumissionnaires peuvent aussi participer à la conférence par téléphone au lieu d'en personne :

Appel longue distance gratuit: 1-877-413-4791

Appel local: 613-960-7515

Identification de la conférence: 8615961

On demande aux soumissionnaires de confirmer leur présence auprès de l'autorité contractante au plus tard un (1) jour ouvrable avant la conférence et de fournir les noms des participants. Les soumissionnaires devront signer un formulaire de présence. Ils devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont participé à la visite des lieux.



Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui n'auront pas participé ou qui n'y auront pas envoyé de représentant, et leur soumission sera jugée irrecevable. Toutes les précisions et tous les changements apportés à la DP à la suite de la conférence des soumissionnaires seront inclus dans la DP, sous forme de modifications. |

3.5. Communications, demandes de renseignements et suggestions d'améliorations

1. Toutes les demandes de renseignements et les suggestions d'améliorations doivent être soumises, par écrit uniquement, à l'adresse électronique suivante : COE@international.gc.ca au plus huit (8) jours civils avant la date de clôture de la DP. Il se peut qu'on ne réponde pas aux demandes de renseignements et aux suggestions d'améliorations reçues après ce délai.
2. Les soumissionnaires doivent indiquer le plus exactement possible la section numérotée de la DP à laquelle se rapporte la demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques à caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.
3. Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis ou l'énoncé de travail contenu dans la présente DP et dans l'avant-projet de contrat en annexe sont invités à formuler des suggestions par écrit à l'autorité contractante. Ils doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute suggestion.

3.6. Coûts relatifs aux soumissions

Aucun paiement ne sera versé en règlement des coûts engagés pour la préparation et la présentation d'une proposition en réponse à la DP. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés pour la préparation et la présentation d'une proposition, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa proposition.

3.7. Justification des prix

À la demande et à la discrétion du Canada, le soumissionnaire doit fournir un ou plusieurs des documents suivants pour justifier ses prix :

- a. une liste de prix publiée courante indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada;
- b. des copies de factures payées pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services, ou les deux, vendus à d'autres clients;



- c. une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, le bénéfice, etc.;
- d. des attestations de prix ou de taux;
- e. toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

4. DROITS DU CANADA

4.1. Droits du Canada

Le gouvernement du Canada se réserve le droit :

- a. de rejeter l'une des propositions ou toutes les propositions reçues en réponse à la DP;
- b. de rejeter toute proposition assortie d'exigences conditionnelles;
- c. de négocier avec les soumissionnaires conformes n'importe quel aspect de leur proposition;
- d. d'accepter toute proposition dans son intégralité ou en partie, et ce, sans négociations;
- e. d'annuler la DP en tout temps;
- f. de lancer de nouveau la DP;
- g. si aucune proposition conforme n'est déposée et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, de relancer la DP en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont déposé des propositions à présenter de nouveau leurs propositions dans un délai indiqué par le Canada.

4.2. Rejet des propositions

1. Le Canada peut rejeter une proposition dans n'importe lequel des cas suivants :

- a. le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
- b. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans la soumission;
- c. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;



d. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :

i. le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué au soumissionnaire ou à l'un de ses employés ou sous-traitants nommés dans la proposition;

ii. le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire en vertu d'autres contrats, incluant l'efficacité et la qualité de l'exécution, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère comme incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.

2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une proposition pour des motifs comme ceux exposés à l'alinéa 1.d. l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours civils pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

4.3. Conflit d'intérêts – Avantage indu

1. Les soumissionnaires sont avisés que le Canada, dans le souci de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, peut rejeter une proposition dans les circonstances suivantes :

a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, ou l'un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la DP ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;

b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou l'un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la DP qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.

2. Le Canada ne considère pas qu'en soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DP (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.

3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une proposition conformément à la présente clause, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de l'appel d'offres. En déposant une proposition, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Il reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts ou un avantage indu, réel ou apparent.

5. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS

Le Canada exige que les soumissionnaires déposent leur proposition dans un format Copie électronique.



La soumission des propositions doit être réalisée conformément aux directives décrites à la section « Envoi de la proposition » indiquée sur la page de couverture (page 1) du présent document.

Partie I : à intituler « **Proposition technique** »; une (1) Copie électronique;

Les soumissionnaires doivent déposer leur proposition technique conformément aux instructions données dans la partie I.

Partie II : à être intitulée « **Proposition financière** »; une (1) Copie électronique

Le soumissionnaire doit présenter sa proposition financière conformément aux instructions données dans la partie II. Les prix ne doivent figurer nulle part ailleurs que dans la Partie II de la proposition. Si cette exigence n'est pas respectée, la proposition sera déclarée non conforme et ne sera pas prise en considération. Toutes les informations exigées dans la proposition financière doivent être données dans un document distinct et doivent porter l'intitulé « Proposition financière ». Les propositions financières ne seront ouvertes qu'une fois que l'évaluation de la proposition technique sera terminée.

Le marché ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre le risque de fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute proposition incluant une disposition en ce sens pourrait être déclarée non recevable.

Partie III : intitulée « **Attestations** »; une (1) Copie électronique

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie III.

Le Canada demande aux soumissionnaires de suivre les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission :

- a) les pièces jointes doivent être au format « Portable Document Format » (.pdf);
- b) la taille totale des soumissions électroniques ne peut pas excéder quatorze (14) **mégaoctets**;
- c) la police de caractères doit faire au moins 10 points;
- d) tous les documents doivent être formatés pour être imprimés sur des feuilles de 8,5 po x 11 po (21 cm x 27,5 cm) ou sur papier A4.
- e) Par souci de clarté et afin de permettre une évaluation comparative, les soumissionnaires doivent répondre en utilisant les mêmes rubriques et la même structure de numérotation que celles de la présente DP.

6. PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

6.1. Déroulement de l'évaluation

1. Lors de l'évaluation des propositions, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :

- a. demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relativement à la DP;
- b. communiquer avec l'une ou la totalité des personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;



- c. demander, avant l'octroi d'un contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
 - d. examiner les installations ou les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer si elles sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la DP;
 - e. dans les cas où l'établissement de prix à l'unité est utilisé aux fins de l'évaluation, corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des propositions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les propositions en fonction des quantités précisées dans la DP; en cas d'erreur dans le calcul des prix totaux, le prix unitaire sera retenu;
 - f. vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en réalisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
 - g. interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire ou toute personne dont ils proposent les services pour répondre aux exigences de la DP.
2. Les soumissionnaires disposeront du nombre de jours établi par l'autorité contractante pour se conformer à la demande concernant tout élément susmentionné. Le défaut de répondre à une demande pourrait entraîner l'irrecevabilité de la proposition.
3. Les propositions seront évaluées par une équipe d'évaluation majoritairement composée de représentants du Canada.

6.2. Base de sélection- Prix le plus bas par point

Afin d'être considérée, la proposition doit:

- a. Conformer à toutes les exigences de la demande de soumission;
- b. Rencontrer toutes les exigences obligatoires de cette soumission; et
- c. Obtenir le minimum requis de **60 pourcent** dans l'ensemble qui correspond à l'exigence évaluée dans l'Annexe 'B'.

Les propositions qui ne rencontrent pas (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables. Ni la proposition qui obtient les résultats les plus élevés dans les exigences cotées, ni celle qui contient le coût le plus bas sera nécessairement choisie. La proposition recevable avec le prix évalué le plus bas par point sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le prix évalué le plus bas par point sera déterminé en divisant le prix total proposé dans le contrat initial, incluant les options de prolongation, si applicable, par le total des points techniques afin d'établir le prix évalué le plus bas par point.



LE TABLEAU SUIVANT EST A TITRE ILLUSTRATIF SEULEMENT.

Soumissionnaire	Prix indiqué excluant les Taxes	Total Points Techniques	Coût par Point
Soumissionnaire 1	75 000,00	78	961,54 par point
Soumissionnaire 2	92 000,00	83	1 108,44 par point
*Soumissionnaire 3	81 000,00	88	920,46 par point

- Dans le scénario ci-haut, le Soumissionnaire 3 serait celui déclaré vainqueur.



PARTIE I

PROPOSITION TECHNIQUE

Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de prouver qu'il se conforme à cette exigence.

- a. Le soumissionnaire doit savoir que la simple énumération de l'expérience sans données justificatives décrivant où et comment cette expérience a été acquise ne représente pas une « preuve » pour les besoins de l'évaluation.
- b. Le soumissionnaire ou l'entreprise doit démontrer clairement, dans la proposition, comment l'expérience ou les connaissances ont été acquises, en appuyant le tout sur des curriculums vitæ et des pièces justificatives nécessaires.
- c. Le soumissionnaire ou l'entreprise doit indiquer en détail à quel endroit, à quelle date et de quelle façon (par le biais de quelles activités ou responsabilités) les qualifications et l'expérience déclarées ont été acquises. Afin de démontrer à quel moment l'expérience a été acquise, le soumissionnaire doit indiquer la durée de cette expérience en précisant les dates de début et de fin (mois et années, à tout le moins). Au cas où les échéanciers de deux ou plusieurs projets ou expériences se chevaucheraient, la durée commune à chaque projet ou expérience ne doit normalement pas être comptabilisée plusieurs fois.
- d. Il est conseillé au soumissionnaire ou à l'entreprise d'annexer une grille à sa proposition, de manière à proposer des renvois avec les déclarations de conformité et les données justificatives et les preuves étayant les curriculums vitæ que contient sa proposition. Remarque : La grille de conformité NE CONSTITUE PAS en soi une preuve avérée. Comme on peut le lire au point b) ci-dessus, les curriculums vitæ et les documents justificatifs sont acceptés comme preuves.

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les références exigées. Le Canada pourrait déclarer une soumission irrecevable si les attestations exigées ne sont pas fournies comme demandé. Les soumissionnaires doivent fournir les références requises dans la proposition technique de leur soumission.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les références des soumissionnaires sont authentiques, avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée irrecevable si l'on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. De plus, si le soumissionnaire ne répond pas à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante, la soumission sera déclarée irrecevable.

Pour les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés par points énumérés ci-dessous devant être accompagnés de résumés de projet, le soumissionnaire et les ressources qu'il propose doivent faire une démonstration en utilisant des descriptions de projets incluant :

- le nom et la description de l'organisme client;
- le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du client en référence;
- la portée, l'objectif, l'ampleur en valeur pécuniaire et en ressources et la durée du projet (dates de début et de fin – mois/années);



- un aperçu des processus d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité que l'entreprise a exécutés;
- les résultats du projet;
- la description du rôle et des responsabilités de l'expert-conseil dans le projet.

[Critères techniques obligatoires

Les soumissions doivent satisfaire aux critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de prouver qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions qui ne satisfont pas aux critères techniques obligatoires seront jugées irrecevables. Le soumissionnaire doit fournir une réponse distincte pour chacun des critères techniques obligatoires ci-dessous.

- 1.1. (Afin que l'évaluation de la soumission soit plus facile, le tableau suivant doit être intégré au début de la proposition technique.

Critères obligatoires		N° de page de réf.
O1	Entreprise et délivrance de permis	
O2	Produits de travail types	
O3	Agent(e) de projet (Ressource subalterne)	
O4	Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)	
O5	Chargé(e) de projet (Ressource principale)	



O1 Entreprise et délivrance de permis

Le soumissionnaire doit clairement démontrer la structure organisationnelle à utiliser pour offrir les services demandés, ce qui comprend l'identification de l'entreprise et le lieu à partir duquel les services conseils seront coordonnés, l'identification de tous les sous-traitants ou affiliés proposés pour offrir les services demandés et une brève description de l'historique et de l'organisation interne de l'entreprise, des sous-traitants ou des affiliés. Le soumissionnaire doit présenter les permis d'exploitation de l'entreprise et tous les sous-traitants ou affiliés doivent indiquer le territoire dans lequel leur permis les autorise à mener des activités.

O2 Produits de travail types

Le soumissionnaire doit présenter deux (2) produits de travail types contenant une analyse écrite et des recommandations relatives à la conception et à la mise en place d'une protection applicable aux employés dans les nombreux bureaux d'un organisme international.

O3 Agent(e) de projet (Ressource subalterne)

Le soumissionnaire doit proposer au moins une (1) ressource principale et une (1) ressource de remplacement qui agira à titre d'agent(e) de projet pendant toute la durée du projet. L'agent(e) de projet est défini comme étant une personne possédant une expérience d'au moins trois (3) ans en gestion de projet, acquise au cours des dix (10) dernières années. Un CV actuel doit être fourni pour la ressource principale et celle de remplacement.

O4 Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)

Le soumissionnaire doit proposer au moins une (1) ressource principale et une (1) ressource de remplacement qui agira à titre de gestionnaire de projet pendant toute la durée du projet. Le gestionnaire de projet est défini comme étant une personne possédant une expérience d'au moins sept (7) ans en gestion de projet, acquise au cours des quinze (15) dernières années. Un CV actuel doit être fourni pour la ressource principale et celle de remplacement.

O5 Chargé(e) de projet (Ressource principale)

Le soumissionnaire doit proposer au moins une (1) ressource principale et une (1) ressource de remplacement qui agira à titre de chargé de projet pendant toute la durée du projet. Le chargé de projet est défini comme étant une personne possédant une expérience pertinente d'au moins quinze (15) ans en communication de conseils sur les prestations d'assurance internationales, acquise au cours des vingt (20) dernières années. Un CV actuel doit être fourni pour la ressource principale et celle de remplacement.

Critères techniques cotés par points

Les soumissions qui répondent à tous les critères techniques obligatoires seront évaluées et cotées conformément aux spécifications des tableaux ci-dessous.

Les soumissions qui ne réussissent pas à obtenir le nombre de points minimum spécifié seront déclarés non recevables. Chaque critère technique coté devrait être adressé séparément.

2. Critères techniques cotés

- 2.1. Les propositions qui satisfont à TOUS les critères obligatoires seront évaluées et cotées numériquement en fonction des critères indiqués ci-dessous. Les soumissionnaires doivent obtenir une note technique générale d'un moins 60 % pour que leur proposition soit évaluée davantage, c.-à-d. en fonction de leur proposition financière.



- 2.2. Les propositions doivent indiquer les qualifications et l'expérience de l'entreprise et de tous les sous-traitants ou affiliés, ainsi que de tout le personnel proposé pour exécuter les tâches. Ainsi, les propositions doivent tenir compte de chacune des exigences détaillées ci-dessous.
- 2.3. Les propositions doivent présenter l'information à l'appui du nombre d'années et des projets pertinents, soit des curriculum vitæ qui décrivent clairement le degré et la nature des connaissances/de l'expérience que possède chacun des membres du personnel proposé. Cela s'applique à l'entreprise et à tous les sous-traitants ou affiliés proposés. L'information à l'appui doit comprendre l'expérience antérieure associée aux facteurs indiqués ci-dessous. Le nombre de points maximal précisé ci-dessous sera attribué à l'égard de chaque facteur, selon la durée/l'importance de l'expérience. Les points seront par la suite totalisés.
- 2.4. Voici un tableau qui résume le nombre de points maximal à attribuer :

Numéro de critère coté	Titre	Nombre de points maximal possible	Nombre de points minimal requis
C1	Compétence de l'entreprise	30	
C2	Expérience pertinente	30	
C3	Outils, méthodes de recherche et capacités de production de rapports	30	
C4	Ressources	80	
C5	Stratégie de projet proposée	30	
C6	Qualité générale de la proposition	10	
Total		210	126



C1 Compétences de l'entreprise

Le soumissionnaire doit **clairement démontrer** la compétence des ressources disponibles afin d'assurer l'exécution des travaux décrits dans l'annexe « A » – Énoncé de travail.

C1.1 Compétence organisationnelle (maximum de 10 points)

Nota – Seul un (1) des quatre (4) éléments suivants s'appliquera :

L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré qu'elle a des ressources possédant une expérience de la communication des conseils requis pour moins de 37 des pays dans lesquels se trouvent des missions (comme cela est indiqué à l'annexe « C » – Arrangement actuel des couvertures d'assurances).	0 point
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré qu'elle a des ressources possédant une expérience de la communication des conseils requis pour 37 à 53 des pays dans lesquels se trouvent des missions (comme cela est indiqué à l'annexe « C » – Arrangement actuel des couvertures d'assurances).	5 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré qu'elle a des ressources possédant une expérience de la communication des conseils requis pour 54-79 des pays dans lesquels se trouvent des missions (comme cela est indiqué à l'annexe « C » – Arrangement actuel des couvertures d'assurances).	7 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré qu'elle a des ressources possédant une expérience de la communication des conseils requis pour plus de 80 des pays dans lesquels se trouvent des missions (comme cela est indiqué à l'annexe « C » – Arrangement actuel des couvertures d'assurances).	10 points



C1.2 Compétence de l'entreprise – **Phase 1 : Recommandations sur la conception et l'exécution**
(maximum de 10 points)

Nota – Seul un (1) des quatre (4) éléments suivants s'appliquera :

Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement moins de deux (2) ressources principales dans au moins trois (3) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 1). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	0 point
Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement deux (2) ressources principales dans au moins trois (3) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 1). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	5 points
Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement deux (2) ressources principales dans au moins quatre (4) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 1). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	7 points
Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement deux (2) ressources principales dans les cinq (5) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 1). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	10 points



C1.3 Compétence de l'entreprise – **Phase 2 : Mise en œuvre** (maximum de 10 points)

Nota – Seul un (1) des quatre(4) éléments suivants s'appliquera :

Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement moins de deux (2) ressources principales dans au moins trois (3) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 2). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	0 point
Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement deux (2) ressources principales dans au moins trois (3) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 2). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	5 points
Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement deux (2) ressources principales dans au moins quatre (4) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 2). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	7 points
Outre le chargé de projet, l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) affecte actuellement deux (2) ressources principales dans les cinq (5) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient), dans lesquelles elle peut puiser pour appuyer l'exécution des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 2). Une ressource principale est définie comme une personne possédant une expérience d'au moins quinze (15) ans, acquise au cours des vingt (20) dernières années.	10 points



C2 Expérience pertinente

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède l'expérience pertinente en présentant un résumé de travaux récents (exécutés dans les cinq (5) dernières années) d'envergure internationale, dont la portée et la nature sont semblables, comme on l'indique à l'annexe « A » – Énoncé de travail. (maximum de 30 points)

Note – Seul un (1) des cinq (5) éléments suivants s'appliquera :

L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré qu'elle a offert la majorité des services énumérés à l'annexe « A » – Énoncé de travail à de nombreux organismes comptant des bureaux dans de nombreux territoires internationaux situés dans trois (3) des cinq (5) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient).	10 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré qu'elle a offert la majorité des services énumérés à l'annexe « A » – Énoncé de travail à un seul organisme comptant des bureaux dans de nombreux territoires internationaux situés dans trois (3) des cinq (5) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient).	15 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré qu'elle a offert la majorité des services énumérés à l'annexe « A » – Énoncé de travail à un seul organisme international couvrant quatre (4) des cinq (5) régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient).	20 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré qu'elle a offert tous les services énumérés à l'annexe « A » – Énoncé de travail à de nombreux organismes internationaux qui, réunis, couvrent toutes les régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient).	25 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré qu'elle a offert tous les services énumérés à l'annexe « A » – Énoncé de travail à un seul organisme international couvrant toutes les régions géographiques (Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient).	30 points

C3 Outils, méthodes de recherche et capacités de production de rapports

Le soumissionnaire doit présenter ses outils et processus, ses méthodes de recherche et ses capacités de suivi et de production de rapports applicables aux services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.

C3.1 Outils et processus (maximum de 10 points)

Nota – Seul un (1) des trois (3) éléments suivants s'appliquera :

L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) n'a pas présenté les outils et les processus nécessaires à la prestation de la majorité des services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	0 point
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a présenté les outils et les processus nécessaires à la prestation de la majorité des services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	7 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a présenté les outils et les processus nécessaires à la prestation de tous les services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	10 points

C3.2 Méthodes de recherche (maximum de 10 points)



Nota – Seul un (1) des trois (3) éléments suivants s'appliquera :

L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) n'a pas présenté les méthodes de recherche nécessaires à la prestation de la majorité des services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	0 point
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a présenté les méthodes de recherche nécessaires à la prestation de la majorité des services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	7 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a présenté les méthodes de recherche nécessaires à la prestation de tous les services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	10 points

C3.3 Capacités de production de rapports (maximum de 10 points)

Nota – Seul un (1) des trois (3) éléments suivants s'appliquera :

L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) n'a pas démontré sa capacité de présenter des rapports réguliers sur la majorité des services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	0 point
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré sa capacité de présenter des rapports réguliers sur la majorité des services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	7 points
L'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a démontré sa capacité de présenter des rapports réguliers sur tous les services indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail.	10 points

C4 Ressources

Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience de ses ressources humaines proposées qui dépasse les exigences obligatoires. L'information doit être présentée dans un CV.

Nota – Seul un (1) des deux (2) éléments s'appliquera à C4.1.1, C4.1.2, C4.2.1, C4.2.2, C4.3.1.1 et C4.3.2.1.

C4.1 Agent(e) de projet (Ressource subalterne)

C4.1.1 Ressource subalterne principale

Trois (3) ans d'expérience, mais moins de cinq (5), acquise au cours des dix (10) dernières années.	7 points
Cinq (5) ans d'expérience ou plus, acquise au cours des dix (10) dernières années.	10 points

C4.1.1 Ressource subalterne de remplacement

Trois (3) ans d'expérience, mais moins de cinq (5), acquise au cours des dix (10) dernières années.	7 points
Cinq (5) ans d'expérience ou plus, acquise au cours des dix (10) dernières années.	10 points

C4.2 Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)

C4.2.1 Ressource intermédiaire principale

Sept (7) ans d'expérience, mais moins de dix (10), acquise au cours des quinze (15) dernières années.	7 points
Dix (10) ans d'expérience ou plus, acquise au cours des quinze (15) dernières années.	10 points

C4.2.1 Ressource intermédiaire de remplacement

Sept (7) ans d'expérience, mais moins de dix (10), acquise au cours des quinze (15) dernières années.	7 points
---	----------



(15) dernières années.	
Dix (10) ans d'expérience ou plus, acquise au cours des quinze (15) dernières années.	10 points

C4.3 Chargé(e) de projet (Ressource principale)

C4.3.1 Première ressource principale

C4.3.1.1

Quinze (15) ans d'expérience, mais moins de vingt (20).	7 points
Vingt (20) ans d'expérience ou plus.	10 points

C4.3.1.2

Au moins cinq (5) ans d'expérience sur des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail, acquise au cours des dix (10) dernières années.	5 points
---	----------

C4.3.1.3

Au moins cinq (5) ans d'expérience des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail pour des employeurs multinationaux/internationaux, acquise au cours des dix (10) dernières années.	5 points
---	----------

C4.3.2 Ressource principale de remplacement

C4.3.2.1

Quinze (15) ans d'expérience, mais moins de vingt (20).	7 points
Vingt (20) ans d'expérience ou plus.	10 points

C4.3.2.2

Au moins cinq (5) ans d'expérience des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail, acquise au cours des dix (10) dernières années.	5 points
---	----------

C4.3.2.3

Au moins cinq (5) ans d'expérience des travaux indiqués à l'annexe « A » – Énoncé de travail pour des employeurs multinationaux/internationaux, acquise au cours des dix (10) dernières années.	5 points
---	----------



C5 Stratégie de projet proposée (maximum 30 points)

Le soumissionnaire doit clairement exposer sa stratégie de projet proposée pour la prestation des services décrits à l'annexe « A » – Énoncé de travail (phase 1 et phase 2).

Nota – Seul un (1) des quatre (4) éléments suivants s'appliquera :

La stratégie proposée par l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) n'a pas clairement démontré la compréhension et l'approche de l'entreprise quant à la prestation de certains des services requis en vertu de l'annexe « A » – Énoncé de travail.	0 point
La stratégie proposée par l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré la compréhension et l'approche de l'entreprise quant à la prestation de certains des services requis en vertu de l'annexe « A » – Énoncé de travail.	10 points
La stratégie proposée par l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré la compréhension et l'approche de l'entreprise quant à la prestation de la majorité des services requis en vertu de l'annexe « A » – Énoncé de travail.	21 points
La stratégie proposée par l'entreprise (y compris tout sous-traitant ou affilié proposé) a clairement démontré la compréhension et l'approche de l'entreprise quant à la prestation de tous les services requis en vertu de l'annexe « A » – Énoncé de travail.	30 points

C6 Qualité générale de la proposition (maximum de 10 points)

Nota : Seul un (1) des quatre (4) éléments suivants s'appliquera :

Il manque certains points clés dans la proposition.	0 point
La proposition est complète, mais difficile à consulter, et contient de nombreuses fautes d'orthographe ou de grammaire.	3 points
La proposition est complète et facile à consulter, mais contient de nombreuses fautes d'orthographe ou de grammaire.	7 points
La proposition est complète, facile à consulter et contient un minimum de fautes d'orthographe ou de grammaire.	10 points



PARTIE II – INSTRUCTIONS POUR LA PROPOSITION FINANCIÈRE

Taux horaires

1. Les soumissionnaires doivent indiquer des taux horaires en dollars canadiens sur le formulaire de proposition financière (Annexe "B"). Les taux horaires doivent comprendre, sans nécessairement s'y limiter, tous les coûts découlant de l'exécution des travaux qui sont décrits dans la présente DP et tous les coûts découlant de l'exécution de tout travail supplémentaire décrit dans la proposition du soumissionnaire (à moins d'avoir clairement été décrit comme étant facultatif).
2. L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont prévues aux annexes B, C et D de la *Directive sur les voyages* du Conseil du Trésor, avec ses modifications successives, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.
3. Tous les paiements devront être effectués conformément aux modalités de paiement exposées dans l'avant-projet de contrat. |

Taxes

1. La proposition financière doit inclure toutes les taxes en amont payables par le soumissionnaire, ainsi que les taxes en aval. Le soumissionnaire peut fournir tous les détails concernant les conditions d'application, le montant et l'administration du paiement de toutes les taxes et de tous les droits payables à l'égard des travaux.
2. Le Canada remboursera au soumissionnaire toutes les taxes en aval exigibles en vertu des lois fiscales locales, mais ne sera pas responsable du paiement des taxes en amont payables par le soumissionnaire à un tiers (y compris les sous-traitants).



PARTIE III - ATTESTATIONS PRÉALABLES À ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Les attestations que les soumissionnaires fournissent au Canada peuvent être soumises à une vérification de celui-ci à tout moment. Le Canada peut déclarer une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la période du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de se conformer à cette demande, la proposition sera jugée non recevable.

1. Incapacité de conclure un contrat avec le gouvernement

En présentant une proposition, le soumissionnaire atteste que ni lui ni ses sociétés affiliées n'ont été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions énumérées ci-dessous. Le Canada peut rejeter une proposition si le soumissionnaire, ses dirigeants, ses agents ou ses employés ont été trouvés coupables d'une infraction en vertu des dispositions suivantes du *Code criminel* :

- a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#); ou
- b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour les fraudes commises au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté) du [Code criminel du Canada](#); ou
- c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité); ou
- d. les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du [Code criminel](#) du Canada, l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses) ou l'article 53 (Documentation trompeuse) de la [Loi sur la concurrence](#); ou
- e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
- f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la [Loi sur la taxe d'accise](#); ou
- g. l'article 3 (Corruption d'agents publics étrangers) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#); ou
- h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation) ou l'article 7 (Production de substances) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#); ou



- i. les dispositions de toute autre loi non canadienne ayant le même effet que les dispositions mentionnées ci-dessus.

2. Anciens fonctionnaires

1. Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires qui sont aussi d'anciens fonctionnaires devront, avant l'attribution du contrat, en aviser l'autorité contractante et fournir des renseignements supplémentaires.

2. Aux fins d'application du présent paragraphe, un « ancien fonctionnaire » désigne un ancien employé d'un ministère au sens de la [*Loi sur la gestion des finances publiques*](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un particulier;
- b. une personne morale;
- c. un partenariat constitué d'anciens fonctionnaires;
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

3. Statut et disponibilité du personnel

1. Le soumissionnaire atteste que si un contrat lui est accordé par suite de la présente DP, chaque personne mentionnée dans sa proposition sera prête à effectuer le travail de la façon requise par le contrat, au moment indiqué dans la présente DP. Si pour des raisons indépendantes de sa volonté le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne nommée dans sa proposition, il peut proposer un remplaçant disposant des qualifications et d'une expérience similaires. Le soumissionnaire doit informer le Canada de la raison du remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de cette clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme étant indépendantes de la volonté du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité ou parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement à une entente.

2. Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au gouvernement du Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à une telle demande pourrait entraîner l'irrecevabilité de la proposition.

4. Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculums vitae et les documents à l'appui présentés avec sa proposition, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-



ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

5. PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez le en bonne et due forme et transmettez le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU



- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

6. Attestations d'entente

Le soumissionnaire atteste que toutes les pièces de cette demande de propositions ont été examinées en détail et sont complètement compris pour faire sa proposition. En aucun cas, l'énoncé de travail, cahier des charges, ou la description de tâches être sujettes à interprétation révisée ou modifiée à la suite d'attribution , sauf si l'autorité contractante l'autorise par écrit .

Attestations

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les renseignements fournis par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus sont exacts et complets.

Signature soumissionnaire / entrepreneur

date



PARTIE IV – CONTRAT DE SERVICES GENERAUX

1. Interprétation

1.1 Définitions.

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« bien de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat, et tout ce que l'entrepreneur acquiert d'une manière ou d'une autre relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « le ministre » ou « le gouvernement » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires étrangères et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre;

« contrat » signifie les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées auxdits documents par convention des parties;

« entrepreneur » désigne la personne, l'entreprise, le partenariat ou d'autres entités dont le nom figure au contrat pour fournir des services juridiques au Canada;

« force majeure » signifie tout événement imprévisible et irrésistible, y compris les catastrophes naturelles ou les actes hostiles des ennemis de la Reine, une révolution, une insurrection, des actes de sabotage, du vandalisme, une épidémie, des inondations, le ruissellement pluvial, un glissement de terrain, un tremblement de terre, la foudre, une tempête, un acte terroriste ou tout acte commis par un tiers qui ne peut pas être raisonnablement prévu ou justifié, lorsqu'un tel événement empêche une partie de remplir ses obligations en vertu du contrat;

« jours » désigne des jours civils continus, y compris les fins de semaine et les jours fériés;

« partie » signifie le Canada, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« prix du contrat » désigne la somme mentionnée au contrat, payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant la taxe applicable;

« autorité contractante » s'entend de la personne désignée pour agir à titre d'agent et de représentant du Canada aux fins du présent contrat;

« signature » signifie « signé sur papier », peu importe que la copie originale ou une copie électronique du document signé ait été envoyée à l'entrepreneur;

« taxe applicable » désigne toute taxe applicable dans la province, le territoire ou le pays où se dérouleront les travaux;

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.



1.2 Ordre de priorité des documents. Les parties conviennent d'être liées par les documents suivants :

1. Articles de convention;
2. Autres conditions (le cas échéant);
3. Énoncé de travail (annexe A);
4. Base de paiement (annexe B);
5. Soumission de l'entrepreneur.

Dans l'éventualité d'écarts, de contradictions ou d'ambiguïtés dans le libellé des documents susmentionnés, le document qui figure en premier lieu sur la liste ci-dessus prévaudra.

1.3 Intégralité de l'entente. Le contrat constitue la convention complète et unique entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes précédentes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

1.4 Lois applicables. Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la juridiction où le travail est effectué, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

1.5 Nombre. Dans le texte des présents articles de convention, le singulier comprend le pluriel et vice versa, et les mots employés au masculin incluent le féminin.

1.6 Pouvoirs du Canada/immunité de l'État. Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs. Indépendamment des autres dispositions du présent contrat, le Canada ne renonce à aucun droit ou immunité dont il jouit en vertu du droit national ou international.

1.7 Rigueur des délais. Le respect de l'échéancier est primordial. L'entrepreneur doit fournir en temps opportun toutes les composantes des travaux.

1.8 Retard excusable.

1.8.1 Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :

a. est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;

b. ne pouvait raisonnablement être prévu;

c. ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur;

d. est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur; sera considéré comme un « retard excusable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances liées au retard et soumettre à l'approbation dudit représentant un plan de redressement clair qui détaille les étapes qu'il propose de suivre afin d'atténuer les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

1.8.2 Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard excusable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard excusable.

1.8.3 Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard excusable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. En l'occurrence, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation.



ou de l'événement qui a contribué au retard excusable. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

1.8.4 Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard excusable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.

1.9 Dissociabilité. Si toute disposition du contrat est déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent, cette disposition disparaîtra du contrat, sans affecter aucune autre disposition du contrat.

1.10 Successeurs et cessionnaires. Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

1.11 Prorogation. Les obligations des parties concernant la confidentialité et les représentations prévues dans le contrat ainsi que les dispositions qui sont raisonnablement censées demeurer en vigueur, en raison de la nature des obligations et des droits qui y sont prévus, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

2. Exécutions des travaux

2.1 Description des travaux. L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans l'énoncé de travail qui se trouve à l'annexe A, conformément au contrat.

2.2 Période du contrat. À moins que le contrat se termine avant la date de fin ou se prolonge au-delà de celle-ci, la période du contrat s'étend du **Pour être inséré Sur Attribution de contrat** inclusivement.

2.3 Option de prolongation du contrat. L'entrepreneur accorde au Canada l'option de prolonger le contrat d'un maximum d'une (1) période supplémentaire d'une (1) année(s) selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

2.4 Exercice de l'option de prolongation. Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins un (1) jour civil avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par le chargé de projet et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

2.5 Entrepreneur indépendant. L'entrepreneur est un entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou une organisation entre le Canada et l'autre partie ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit pas se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne sont des employés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

2.6 Exécution. L'entrepreneur doit se charger de ce qui suit :

- a) exécuter les travaux avec diligence et efficacité;
- b) exécuter les travaux avec honnêteté et intégrité;
- c) sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
- d) sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;



- e) exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada, et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
- f) surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.

2.7 Personnes désignées. Si des personnes précises sont désignées à l'annexe A pour exécuter les travaux,

- a) l'entrepreneur doit fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté;
- b) l'entrepreneur doit obtenir l'approbation écrite du Canada, par l'entremise de l'autorité contractante, avant de remplacer, de retirer ou d'ajouter une personne de l'équipe juridique approuvée, et plus précisément, avant que les services soient rendus par cette personne;
- c) l'entrepreneur ne doit pas, de quelque façon que ce soit, permettre que les travaux soient accomplis par des remplaçants non autorisés.

2.8 Compétence. L'entrepreneur ne peut demander qu'une personne qui, selon le Canada, ne possède pas les compétences ou ne convient pas aux travaux, ou qui s'est comportée incorrectement, ou qui n'est pas autorisée à travailler dans le territoire, la province ou le pays concerné, accomplisse les travaux.

2.9 Remplacements. Le Canada peut ordonner à un remplaçant de cesser d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément à la clause 0. Le fait que le Canada n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse l'exécution des travaux ne dégage nullement l'entrepreneur de sa responsabilité de remplir les conditions du marché.

2.10 Respect des lois locales. Dans le cadre de la prestation des services conformément au présent contrat, l'entrepreneur respectera les dispositions applicables des lois en vigueur dans la juridiction où le travail est exécuté.

2.11 Sous-traitance. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation écrite de l'autorité contractante avant de recourir à la sous-traitance pour toute partie des travaux. Le Canada peut exiger que l'entrepreneur lui fournisse les détails du contrat de sous-traitance proposé qu'il juge nécessaires. Si le Canada accepte que l'entrepreneur fasse appel à la sous-traitance,

- a) celle-ci n'a pas pour effet de dégager l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat ni d'imposer au Canada des responsabilités envers un sous-traitant;
- b) l'entrepreneur doit s'assurer que toutes les modalités d'application générale du contrat seront incorporées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.

2.12 Inspection et acceptation. Tous les travaux sont assujettis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.



3. Modalités de paiement

3.1 Base de paiement. Le Canada paiera l'entrepreneur conformément à la base de paiement figurant à l'annexe B. Les paiements en vertu du présent contrat, à l'exception des paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, à l'achèvement et à la livraison des travaux ou de parties des travaux à la satisfaction du Canada.

3.2 Limite des dépenses.

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser **Pour être inséré Sur Attribution de contrat \$**, plus la taxe applicable.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada, des taux horaires de l'entrepreneur ou du prix des travaux découlant de tout changement ou de toute modification ou interprétation des travaux ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux, ni assurer des services qui auraient pour effet d'augmenter la responsabilité totale du Canada, avant d'avoir obtenu l'approbation écrite de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante de la suffisance de cette somme :

a) lorsque la somme est engagée à soixante-quinze pour cent (75 %); ou

b) deux (2) mois avant la fin de la période du contrat; ou

c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat fournis par le Canada sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

3.3 Inspection et acceptation des travaux. Tous les travaux sont assujettis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.

3.4 Modalités de paiement – Paiements mensuels. Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux achevés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

a) une facture exacte et complète et tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation décrites à la clause 3.7;

b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;

c) les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

3.5 Frais de déplacement et de subsistance. L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui



sont prévues aux annexes B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor, avec ses modifications successives, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

3.6 Vérification. Tout montant réclamé en vertu du contrat pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant et après le versement du montant. L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur les coûts des travaux et conserver tous les documents liés à ces coûts pendant six (6) ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat.

3.7 Instructions pour la facturation. 1. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les factures qu'il envoie au Canada :

- a) sont soumises au nom de l'entrepreneur;
- b) sont soumises tous les mois pour chaque livraison ou expédition;
- c) s'appliquent uniquement au contrat;
- d) précisent la date, le nom et l'adresse du chargé de projet, la description des travaux et le numéro de contrat;
- e) précisent les honoraires et les dépenses réclamés, le cas échéant, conformément à la base de paiement, excluant la taxe applicable;
- f) présentent la taxe applicable, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en aval pour l'entrepreneur, séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales;
- g) indiquent tous les articles détaxés, exempts de la taxe applicable ou auxquels elle ne s'applique pas.

2. En présentant une facture, l'entrepreneur certifie dans chaque cas que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

3.8 Période de paiement. La période normale de paiement du gouvernement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou de la date de réception des travaux dans un état acceptable comme exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés conformément à la clause 0.

3.9 Divergences. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception de la facture. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Si le Canada n'avise pas l'entrepreneur dans les quinze (15) jours, la date stipulée à la clause 0 ne servira qu'à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

3.10 Indemnités de résiliation. Si un avis de résiliation est envoyé en vertu de la clause 0, l'entrepreneur aura le droit, conformément à la base de paiement (annexe B), de se faire payer uniquement les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat dans la mesure où il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. Le Canada ne sera en aucun cas responsable envers l'entrepreneur de la résiliation prématurée du présent contrat.



3.11 Fausse déclaration. Si le Canada a des motifs raisonnables de croire que l'entrepreneur a fait une fausse déclaration en lien avec n'importe quelle clause de la section 0 ou qu'il ne respecte pas les conditions prévues à la clause 0 (Vérification) ou aux clauses 0 ou 0 (Confidentialité ou Accès à l'information), le Canada peut retenir tout montant dû à l'entrepreneur jusqu'à ce que les faits soient confirmés. S'il s'avère que l'entrepreneur a fait une fausse déclaration, la clause 0 ne s'appliquera pas aux montants retenus et le Canada sera réputé avoir payé tous les montants dus à l'entrepreneur et ne lui devra plus rien. Si le Canada s'est trompé, la clause 0 sera applicable à tout compte en souffrance.

3.12 Intérêts sur les comptes en souffrance. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente clause et à la clause 0 :

- a) « taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h (heure de l'Est), pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;
- b) « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;
- c) « date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;
- d) « en souffrance » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat.

3.13 Intérêt à payer. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de trois pour cent (3 %) par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement, inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable. Le Canada versera des intérêts conformément à la présente clause seulement s'il est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

3.14 Remise à l'autorité fiscale compétente. L'entrepreneur accepte de remettre à l'autorité fiscale gouvernementale compétente tout montant de taxe qu'il est tenu de remettre conformément aux lois fiscales applicables.

4. Suspension et résiliation du contrat

4.1 Suspension des travaux. Le Canada peut à tout moment, par avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à réduire au minimum les frais liés à la suspension.

4.2 Résiliation pour des raisons pratiques. Le Canada peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons pratiques, immédiatement ou dans un délai prescrit dans l'avis. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie uniquement, l'entrepreneur doit réaliser les travaux non résiliés. La résiliation entre en vigueur sans délai ou, si tel est le cas, à la date indiquée dans l'avis de résiliation. Les paiements à effectuer à la suite de la résiliation pour des raisons pratiques sont précisés à la clause 0.

4.3 Infraction. Le Canada peut résilier le présent contrat, diminuer la somme des paiements ou les suspendre si l'entrepreneur ne respecte pas les dispositions prévues à la section 0.

4.4 Résiliation pour manquement.



1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai de remédiation prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.

2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la loi applicable et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.

3. Si le Canada donne un avis prévu aux points 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

5. Information et propriété intellectuelle

5.1 Confidentialité – entrepreneur. Assujetti aux obligations qu'imposent à l'entrepreneur les lois de l'Ontario applicables, l'entrepreneur garde secrets les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom doivent être transmis uniquement aux fins du contrat et demeurent la propriété du Canada.

5.2 Confidentialité – Canada. Sous réserve de la loi, y compris la *Loi sur l'accès à l'information* du Canada, L.R.C. 1985, ch. A-1, et de tout droit du Canada, en vertu du contrat, de divulguer l'information, le Canada convient de ne pas divulguer à l'extérieur du gouvernement du Canada tout renseignement communiqué au Canada dans le cadre du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou à un sous-traitant. L'article 23 de la *Loi sur l'accès à l'information* vise à empêcher l'information assujettie au secret professionnel d'être divulguée.

5.3 Exception. Les obligations des parties prévues à la présente section ne s'étendent pas aux renseignements suivants :

- a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie;
- b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les divulguer;
- c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.

5.4 Accès à l'information. Les documents créés par l'entrepreneur dont le Canada assume le contrôle sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*. L'entrepreneur reconnaît les responsabilités du Canada aux termes de la *Loi* et doit, dans la mesure du possible, aider le Canada à s'acquitter de ces responsabilités.

5.5 Divulgaration proactive. Le gouvernement du Canada s'est engagé à rendre publics les éléments des contrats d'approvisionnement pour des biens et des services auxquels il est partie pour des montants supérieurs à 10 000 \$, avec seulement des exceptions très limitées, comme dans le cas de marchés qui touchent la sécurité nationale. Ces éléments sont le nom du fournisseur, le numéro de référence, la date du contrat, la description des travaux, la période du contrat ou la date de livraison, et la valeur du contrat.



5.6 Droits d'auteur. Tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur appartient au Canada. L'entrepreneur doit apposer le symbole des droits d'auteur et indiquer l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas : © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).

5.7 Droits moraux. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada, à la fin des travaux ou à tout autre moment déterminé par l'autorité contractante, une renonciation définitive écrite aux droits moraux au sens de la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R. 1985, ch. C-42, de forme acceptable à l'autorité contractante, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur, l'entrepreneur renonce définitivement à ses droits moraux.

6. Responsabilité

6.1 Responsabilité des parties. L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants, ses représentants ou ses agents à l'égard du Canada ou de tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés ou ses agents à l'égard de l'entrepreneur ou de tout tiers.

6.2 Indemnisation. L'entrepreneur indemnifiera le Canada à l'égard de tous dommages, réclamations, pertes, coûts, dépenses, actions et autres procédures engagés de quelque façon que ce soit, qui découlent de négligence professionnelle ou d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou de ses représentants, employés ou agents dans l'exécution des obligations en vertu du présent contrat.

(Veuillez choisir la clause d'assurance applicable ou consulter un expert local pour vous enquérir des pratiques locales en matière d'assurance.)

7. Autorités et communication

7.1 Autorité contractante. L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Brent Hygaard
Titre : Agent de contrats
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada
Direction : AAO
Adresse : 125 Promenade Sussex
Téléphone : 343-203-1331
Courriel : brent.hygaard@international.gc.ca

7.2 Chargé de projet. Le chargé de projet pour le contrat est :

Pour être inséré Sur Attribution de contrat

Nom :
Titre :
Direction :
Adresse :
Téléphone :
Courriel :

7.3 Remplaçant. Le Canada se réserve le droit de remplacer l'autorité contractante en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit à cet effet et signé par ses supérieurs hiérarchiques directs.

7.4 Communication et avis. Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré personnellement, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui



fournit un document du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat. Tout avis prend effet uniquement le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné au Canada doit être envoyé à l'autorité contractante.

7.5 Gestion du contrat. Sous réserve des autres dispositions de la section 0, l'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat. Sauf indication contraire, aucun avis, directive, autorisation, refus ou autre communication fournis par le Canada n'est valide en vertu du contrat à moins qu'il ne soit fourni à l'entrepreneur par l'autorité contractante. Ainsi, aucun avis, directive, autorisation, refus ou autre communication fournis au Canada de la part de l'entrepreneur ou au nom de celui-ci n'est valide à moins qu'il ne soit adressé à l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.6 Représentant de l'entrepreneur. Le représentant de l'entrepreneur est la personne suivante :

Pour être inséré Sur Attribution de contrat

Nom :

Titre :

Entreprise :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

L'entrepreneur se réserve le droit de remplacer le représentant désigné ci-dessus en envoyant un avis écrit au Canada à cet effet.

7.7 Modification. Pour être applicable, toute modification au contrat doit être faite par écrit et signée par l'autorité contractante et le représentant de l'entrepreneur. Le droit du Canada de se prévaloir d'une période d'option est exclu de cette exigence de signatures.

7.8 Cession. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Canada. Toute cession effectuée sans ce consentement est nulle. La cession entrera en vigueur à la suite de l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire. La cession du contrat ne dégage pas l'entrepreneur des obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

8. Gouvernance et éthique

8.1 Conflits d'intérêts et Code de valeurs et d'éthique du secteur public. L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2 avec toutes leurs modifications successives, du *Code régissant les conflits d'intérêts des députés*, du *Code de valeurs et d'éthique du secteur public*, du *Code de conduite des représentants du Canada à l'étranger* ou de tout autre code de valeurs et d'éthique en vigueur au sein d'organismes précis ne peuvent bénéficier directement du contrat. L'entrepreneur devra informer le Canada par écrit de toute situation qu'il connaît ou dont il prend connaissance, dans laquelle l'un des agents, employés ou sous-traitants de l'entrepreneur tire ou est en mesure de tirer un avantage non autorisé.

8.2 Corruption interdite. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.

8.3 Conflit d'intérêts.

1. L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. Il ne doit avoir aucun



intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante.

2. On entend par conflit toute question, circonstance, activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail avec diligence et impartialité. L'entrepreneur déclare, au mieux de ses connaissances et après s'être renseigné avec diligence, qu'aucun conflit n'existe ni ne se manifestera probablement dans l'exécution du contrat. Si l'entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du contrat, il doit immédiatement en faire part à l'autorité contractante par écrit. Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour manquement.

8.4 Honoraires conditionnels. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans la présente section, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat, et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, 1985, ch. 44 (4^e suppl.).

8.5 Incapacité de conclure un contrat avec le gouvernement. L'entrepreneur atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées en 1.1.a) ou 1.1.b) ne recevra un avantage en vertu du contrat. De plus, il certifie qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

- a) l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du Canada, L.R.C. 1985, ch. F-11; ou
- b) l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du *Code criminel du Canada*, L.R.C. 1985, ch. C-46; ou
- c) l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du *Code criminel du Canada*; ou
- d) l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses) ou l'article 53 (Documentation trompeuse) de la *Loi sur la concurrence* du Canada, L.R.C. 1985, ch. C-34; ou
- e) l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, L.R.C., 1985, ch. 1 (5^e suppl.); ou
- f) l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la *Loi sur la taxe d'accise* du Canada, L.R.C., 1985, ch. E-15; ou



- g) l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* du Canada, L.C. 1998, ch. 34 (modifié); ou
- h) l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* du Canada, L.C. 1996, ch. 19 (modifié); ou
- i) les dispositions de la législation locale ayant le même effet que celles mentionnées ci-dessus.

8.6 Antiterrorisme. Conformément à de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont la résolution S/RES/1267 (1999) concernant al-Qaïda et les talibans ainsi que les personnes et entités qui leur sont associées, le Canada et le fournisseur sont fermement résolus à participer à la lutte internationale contre le terrorisme et, en particulier, contre le financement du terrorisme. L'entrepreneur reconnaît et garantit que ni lui ni aucun de ses employés, directeurs ou agents ne constituent des entités répertoriées liées à des groupes terroristes ou à ceux qui les appuient, aux termes de l'article 83.05 du *Code criminel du Canada*, et qui figurent sur la liste d'entités que l'on peut consulter à l'adresse <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2002-284/index.html>, et qu'ils ne travaillent pas ou ne travailleront pas sciemment avec aucune des parties et entités figurant sur la nouvelle liste consolidée dressée et mise à jour par le Comité du Conseil de sécurité des Nations Unies créé par la résolution 1267. De plus, l'entrepreneur reconnaît qu'il ne réunira pas, ne fournira pas ou ne rendra pas disponibles, sciemment et de façon directe ou indirecte, des fonds ou des biens dans l'intention de les voir utilisés, ou sachant qu'ils seront utilisés, pour mener ou faciliter des activités terroristes, ou sachant que les fonds ou les biens seront utilisés par un groupe terroriste ou qu'ils bénéficieront à l'un des groupes qui figurent sur la liste des entités.

8.7 Sanctions internationales. De temps en temps, conformément à ses obligations à l'égard des Nations Unies ou d'autres obligations internationales, le Canada peut imposer des restrictions relativement au commerce, aux transactions financières ou autres échanges avec un pays étranger ou ses ressortissants. Ces sanctions peuvent être mises en œuvre par voie de règlement en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. (1992), ch. 17, ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, L.R.C. (1985), ch. E-19. Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liés par ces sanctions imposées par le Canada. Lors de l'exécution du contrat, l'entrepreneur accepte de respecter les règlements qui sont en vigueur à la date d'entrée en vigueur du contrat, et il exigera que ses sous-traitants du premier niveau fassent de même. De plus, en conséquence, l'entrepreneur ne peut fournir, et le gouvernement du Canada ne peut accepter, la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les sanctions économiques, consultez le site Web suivant : <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées aux règlements imposés pendant la période du contrat. Il doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat à la suite de l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou de l'ajout de biens ou de services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité, conformément à la clause 0.

9. Règlement de différends

9.1 Discussion et négociation. En cas de différend découlant du présent contrat ou en lien avec celui-ci, les parties doivent se rencontrer pour trouver une solution à l'aide d'une négociation ou d'un autre processus de règlement des différends approprié avant d'avoir recours au contentieux.

9.2 Ombudsman de l'approvisionnement. Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux*



publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16 (modifié), leur viendra en aide à l'égard d'un processus extrajudiciaire de règlement de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application d'une modalité du présent contrat lorsqu'elles font une demande en ce sens et conviennent au préalable d'assumer les coûts de ce processus. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone au 1-866-734-5169 ou par courriel à boa.opo@boa.opo.gc.ca.

10. Autres clauses contractuelles

- 10.1 Les soumissionnaires sont d'accord que le Canada puisse obtenir les rapports de police, crédit ou tous autre jugés pertinents afin d'évaluer la pertinence des soumissionnaires, sous-traitants et leurs ressources proposées.
- 10.2 Les soumissionnaires sont d'accord que le Canada pourrait effectuer des inspections de leurs aménagements afin de valider leur capacité à rencontrer les exigences contractuelle en matière de sécurité et confidentialité.
- 10.3 Les soumissionnaires sont d'accord que le Canada puisse ajuster ses exigences en matière de sécurité et vie privée afin d'être en conformité avec les mises à jour de législations, réglementation et politiques en matière de sécurité et vie privée.
- 10.4 Les soumissionnaires doivent accepter d'assumer l'entière responsabilité pour leurs employés qui ont accès aux données personnelles et autre information du Canada.
- 10.5 Les soumissionnaires ne doivent divulguer aucune donnée personnelle ou autre information du Canada à d'autres partis concernés non impliqués directement dans le contrat. Lorsque d'autres employés sont impliqués dans le projet, les données personnelles ou autre information du Canada peuvent être partagées sur une base du besoin d'en connaître. Les soumissionnaires chercheront une autorisation écrite du Canada s'ils désirent divulguer toute information à un tiers parti.
- 10.6 Les soumissionnaires sont responsables et assujettis à toutes données personnelles ou information du Canada en leur possession. Les soumissionnaires doivent informer le Canada rapidement au sujet de toute violation de sécurité/confidentialité et de coopérer avec le Canada afin d'adresser les problèmes encourus.
- 10.7 Les soumissionnaires doivent accepter de demeurer par les exigences de tout consentement éclairés liés au partage des données personnelles.
- 10.8 Le Canada se réserve le droit d'exiger que les soumissionnaires d'étendre le période de rétention et de disposer des données personnelles et autre information du Canada en se basant sur les standards requis par le Canada.



()

ANNEXE 'A' – Énoncé de travail

1. Titre de la demande de proposition

- 1.1. Les services professionnels pour une revue complète et globale des prestations d'assurances offertes aux employés recrutés sur place du Gouvernement du Canada.

1.1.1 Phase 1 : Recommandations sur la conception et livraison opérationnelle

1.1.2 Phase 2 : Mise en œuvre

Phase 1 - Recommandations sur la conception et livraison opérationnelle

2. Objectifs de travail

- 2.1. Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) souhaite obtenir des conseils en vue de concevoir et de mettre en œuvre une approche plus moderne et simplifiée de l'offre de prestations d'assurance aux employés recrutés sur place (ERP). Ces employés travaillent à l'extérieur du Canada, dans les missions diplomatiques du gouvernement du Canada (« missions ») partout dans le monde.
- 2.2. Aux fins de ce projet, le terme « assurance » s'entend de la couverture d'assurance médicale, dentaire, en cas de décès ou de mutilation par accident, et d'assurance-vie. **La couverture d'assurance-invalidité (à court terme, à long terme ou accident du travail) et la gestion de l'incapacité sont exclues de la portée du présent projet.**
- 2.2.1. Le présent projet comprendra tous les régimes d'assurance à l'exception des soins de santé (santé et dentaire) aux États-Unis, qui font partie d'une étude distincte; les renseignements pertinents relatifs au projet américain seront partagés avec le Contractant au besoin. Le plan d'assurance vie aux États-Unis est inclus dans ce projet.
- 2.3. L'objectif global du MAECD consiste à concevoir et à mettre en œuvre une approche simplifiée, rentable et financièrement durable de l'offre de prestations d'assurance pour les employés recrutés sur place (ERP), avec une approche plus équilibrée du partage des coûts et du partage des risques entre l'employeur et les employés.
- 2.4. L'approche souhaitée simplifiera la conception, la livraison et la gestion des prestations d'assurance pour les employés recrutés sur place à tous les niveaux organisationnels (notamment dans les sièges sociaux, les régions et les missions). L'approche souhaitée se concentrera sur le rapport coût-efficacité à long terme, avec un accent particulier sur de meilleures économies d'échelle, des efficacités opérationnelles, la limitation et la gestion des coûts. Les « économies d'échelle » pourraient comprendre (mais sans s'y limiter) le passage de l'approche actuelle par mission à une approche régionale et globale. L'élaboration de l'approche souhaitée prendra en considération les pratiques exemplaires au sein d'organisations multinationales ayant des perspectives similaires.
- 2.5. On s'attend à ce que le projet actuel permette au Ministère de sélectionner un modèle recommandé de conception et de livraison de l'offre de prestations d'assurance pour les ERP et de gestion du programme d'assurance. Il est prévu que l'énoncé de travail pour la mise en œuvre du programme d'assurance recommandé et la transition des offres actuelles seraient détaillées comme une deuxième phase à ce projet tout dépendant du résultat de la phase initiale.

3. Contexte

- 3.1. Le MAECD, au nom du gouvernement du Canada, emploie actuellement plus de 5 000 employés recrutés sur place (employés de bureau ou non) pour le MAECD et ses ministères partenaires ainsi que ses cooccupants dans son réseau de missions dans plus de 100 pays partout dans le



monde. Les missions sont généralement situées dans une région géographique tel que suit : Afrique, Amériques et les Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient.

- 3.2. La population des employés recrutés sur place (ERP) dans chaque mission comprend un ensemble de nationalités : des ressortissants du pays d'accueil, des personnes possédant la double nationalité du pays d'accueil et d'un autre pays, des ressortissants de pays tiers et des citoyens canadiens employés sur place.
- 3.3. Certains ERP, tels que les citoyens Canadiens et ressortissants de pays tiers pourraient ne pas être admissibles à joindre le système local de sécurité sociale.
- 3.4. **La population des ERP ne comprend pas les fonctionnaires canadiens du gouvernement du Canada qui sont couverts par le Régime de soins de santé de la fonction publique; les prestations liées à ces fonctionnaires sont dès lors exclues de la portée de la présente proposition.**
- 3.5. Le Gouvernement du Canada, par l'intérimaire du Conseil du Trésor (Comité du Cabinet) demeure le commanditaire des plans des avantages sociaux des ERP. Le Conseil du Trésor détient la responsabilité de promoteur global de la politique lié aux avantages sociaux des ERP.
- 3.6. Le MAECD a reçu le pouvoir de gérer les régimes d'assurance au nom du Conseil du Trésor. Les pouvoirs du MAECD comprennent l'établissement et la modification des régimes, la gestion des fournisseurs, la gestion des exigences financières et l'administration opérationnelle.
- 3.7. Les avantages sociaux forment une partie intégrale du régime de rémunération des ERP. Les avantages sociaux des employés incluent la couverture d'assurance. Le coût annuel pour l'employeur du financement du programme des prestations d'assurance est d'environ 7 millions de dollars canadiens, qui excluent le coût de la couverture de l'assurance santé aux États-Unis.
- 3.8. Historiquement, le régime d'assurance a été fourni sur la base des principes suivants du Conseil du Trésor :
 - 3.8.1. Le cas échéant, la couverture sera d'abord fournie par le système de sécurité sociale local.
 - 3.8.2. On établira les régimes d'assurance financés par l'employeur lorsqu'une telle couverture sera requise par la loi locale ou sera une pratique locale courante.
 - 3.8.3. Les régimes d'assurance financés par l'employeur répondront aux exigences de la législation locale.
 - 3.8.4. Le gouvernement du Canada est un employeur mi-marché : les prestations d'assurance offertes aux ERP ne doivent se situer ni au-dessus ni en-dessous du marché local.
- 3.9. Il existe une variété de régimes d'assurance financés par l'employeur dans le monde, ainsi que d'affiliations aux systèmes de sécurité sociale locaux qui peuvent fournir un régime d'assurance. Se reporter à l'Annexe 'D' pour consulter un tableau résumé avec les renseignements suivants par pays/par mission : nombre d'employés recrutés sur place, participation à la sécurité sociale et prestations d'assurance offertes.
- 3.10. En sa qualité d'employeur, le gouvernement du Canada jouit d'un traitement fiscal spécial. À l'exception des cotisations de l'employeur aux systèmes locaux de sécurité sociale le cas échéant, le gouvernement du Canada ne paie pas de taxes qui pourraient être imposées à un employeur par le gouvernement local.
- 3.11. Le respect du cadre stratégique du Conseil du Trésor, qui prévoit une orientation locale dans l'offre de prestations d'assurance aux ERP dans les plus de 100 missions du MAECD dans le monde a conduit à un programme d'assurance très complexe : chaque mission dispose d'un



système de rémunération unique qui peut comprendre un régime d'assurance unique ainsi que l'inscription à la sécurité sociale locale, et chaque mission travaille avec des courtiers d'assurance locaux et d'autres fournisseurs de service. Combinés, ces facteurs ont entraîné une complexité d'administration importante du programme d'assurance. D'autant plus que ce ne sont pas toutes les missions qui offrent actuellement de l'assurance.

- 3.12. La nature localisée des prestations d'assurance a entraîné au fil du temps un modèle de livraison décentralisé au niveau opérationnel avec peu de ressources à l'administration centrale du MAECD au Canada dédiées aux avantages sociaux. En outre, les missions sont gérées sur place par des employés « permutant » basés au Canada qui habituellement retournent à l'administration centrale, ou partent vers une autre mission, tous les 2 à 4 ans.
- 3.13. Le grand nombre de régimes a occasionné des défis avec la gestion de l'ensemble du programme, notamment au niveau de la surveillance de l'efficacité du régime, de la capacité à rester informé de l'évolution locale, de la gestion des coûts et du maintien de la couverture d'assurance à jour. Associé à la nature permutante de la gestion des missions, cette situation a rendu difficile le maintien des connaissances historiques du régime de prestations à l'échelle locale.
- 3.14. Le Secteur de la plateforme internationale du MAECD est responsable de l'infrastructure et des services pour le réseau de plus d'une centaine de missions du Ministère partout dans le monde ce qui inclut également la gestion des ressources humaines pour le personnel du Ministère recruté sur place.
- 3.15. La Direction générale des services aux employés recrutés sur place (ALD), qui fait partie du Secteur de la plateforme internationale, est responsable de la surveillance et des lignes de conduite générales et stratégiques concernant les ressources humaines pour les employés recrutés sur place des missions du MAECD partout dans le monde et du soutien à la fonction opérationnelle des ressources humaines dans ces missions.
- 3.16. Au sein de cette Direction, la Division responsable des régimes de pension et d'assurance pour les employés recrutés sur place offre une surveillance, une gouvernance et des directives opérationnelles et stratégiques à l'administration centrale et aux missions; apporte un soutien opérationnel pour l'offre locale de prestations d'assurance aux ERP et l'affiliation à la sécurité sociale locale pour les missions, et soutient le Comité de gouvernance des pensions et des avantages sociaux pour les ERP.
- 3.17. Le Comité de gouvernance des pensions et des avantages sociaux des ERP est responsable de la gouvernance globale des avantages sociaux des ERP (notamment les régimes de pension, d'assurance et l'affiliation à la sécurité sociale). Composé de cadres supérieurs du MAECD et de ses partenaires, ce Comité a pour mandat d'offrir des conseils sur des questions qui concernent l'ensemble du Programme de pension, d'assurance et de sécurité sociale des ERP, de faire bon usage de l'expertise et de fournir un point de liaison pour l'élaboration de politiques de gestion et de conseils stratégiques. S'engager avec ce Comité de gouvernance et lui offrir des conseils et des directives d'experts est un résultat clé du présent projet.

4. Résultats opérationnels escomptés et principes

4.1. Il est prévu que ce projet apportera les résultats opérationnels majeurs suivants :

- 4.1.1. Le programme d'assurance résultant sera mise en œuvre sur une base de coûts neutres pour le MAECD. Avec le temps, la conception et l'administration des assurances, autant que possible, contiendra et contrôlera les coûts du programme, résultant en un programme financièrement durable.
- 4.1.2. L'offre d'assurance aux ERP dans une multitude de juridictions est supportée par un cadre stratégique cohérent, résultant en un nombre limité d'exceptions. Ceci peut être



atteint soit avec une approche standardisée pour déterminer les plans d'assurance locaux ou par le biais de développement de plans d'assurances standardisés, par exemple, globalement ou régionalement.

- 4.1.3. Autant que possible, le programme des assurances est géré à titre de programme global. Le nombre de plans/fournisseurs gérés par le MAECD est significativement diminué.
 - 4.1.4. L'administration est simplifiée et des économies d'échelle sont en place grâce à la consolidation. L'interaction avec les fournisseurs et les exigences en matière de rapports sont rationalisées. La gestion du programme des assurances est centralisée à la Centrale du MAECD, au Canada, autant que possible.
 - 4.1.5. Les employés partagent la responsabilité de leurs besoins d'assurances. Une approche équilibrée du partage des coûts et des risques entre l'employeur et les employés est en place. Les employés ont une bonne compréhension de leur couverture d'assurance et y ont facilement accès.
- 4.2. En réalisant ces résultats, les principes suivants orienteront la sélection et la mise en œuvre de la nouvelle approche :
- 4.2.1. Abordable: toute approche proposée ne doit pas entraîner d'augmentations de coûts à court terme et doit être efficace à moyen et long terme à travers l'inclusion d'éléments pour contenir/contrôler les coûts totaux du programme d'assurance au fil du temps.
 - 4.2.2. Rationalisé et simplifié : lors de leur mise en œuvre, toutes les approches proposées doivent être transparentes pour permettre aux employés de les comprendre et de les utiliser; et pour permettre à l'employeur de les gouverner et de les gérer tout en tenant compte des ressources disponibles dans les missions et à l'administration centrale.
 - 4.2.3. Respect législatif et réglementaire: toutes les approches proposées doivent respecter les lois et les règlements locaux des pays d'accueil dans l'offre d'assurance, lorsque de telles lois et de tels règlements existent.
 - 4.2.4. Harmonisation avec les prestations d'assurance du marché local moyen: dans la mesure du possible, toutes les approches proposées doivent être cohérentes avec la position de l'employeur qui consiste à ne se situer ni au-dessus ni en dessous du marché (50^e percentile), conformément aux principes du Conseil du Trésor décrits dans la Section 3 du présent document.

5. Tâches/spécifications techniques

5.1. Revue des régimes d'assurance des ERP du gouvernement du Canada existants et du modèle de livraison opérationnel

- 5.1.1. Le Contractant examinera les conceptions des régimes et le modèle de livraison opérationnel existants utilisés pour offrir des prestations d'assurance aux ERP, et déterminera leur capacité à répondre aux critères définis dans la Section 4, « Résultats opérationnels escomptés et principes ».

5.2. Résumé des pratiques exemplaires pertinentes au sein des organisations multinationales ayant des perspectives similaires

- 5.2.1. Le Contractant fournira un résumé des pratiques exemplaires, au sein d'un minimum de 10 organisations multinationales ayant des perspectives similaires dans l'offre d'assurance pour les employés recrutés sur place, qui sont pertinentes pour les objectifs du Ministère dans le cadre du présent projet. Ces organisations aux perspectives similaires doivent comprendre un ensemble d'organisations internationales pertinentes, de ministères étrangers de nations partageant le même état d'esprit, et de sociétés



multinationales pertinentes. Le chargé de projet fournira des conseils concernant la sélection de ces organisations aux perspectives similaires.

5.2.2. Le résumé des pratiques exemplaires pour chaque organisation aux perspectives similaires :

- i. Un aperçu détaillé du régime d'assurance offert par l'organisation à leurs employés recrutés sur place dans chaque marché national dans lequel elle exerce ses activités. Ce document pourrait comprendre un résumé des types d'assurance offerts, ainsi qu'un résumé des prestations d'avantages sociaux.
- ii. Un aperçu détaillé du modèle de livraison utilisé par les organisations pour l'offre d'assurance à leurs employés recrutés sur place. Le document pourrait comprendre, sans se limiter à ces exemples, des éléments indiquant si elles utilisent une approche centralisée ou décentralisée, le rôle de l'administration centrale et des bureaux régionaux ou locaux dans l'offre et la gestion des prestations d'assurance; si elles sont assurées ou auto assurées, le type de fournisseurs utilisés et tout regroupement des avantages sociaux ou des fournisseurs, ainsi que toute externalisation avec des fournisseurs.

5.3. Propositions alternatives des approches pour l'offre d'assurance aux employés recrutés sur place

5.3.1. Le Contractant présentera au moins deux approches pour l'offre d'assurance aux employés recrutés sur place. Chacune des approches proposées doit :

- Répondre aux critères définis ci-dessus dans la Section 4, « Résultats opérationnels escomptés et principes »
- Permettre au Ministère de réaliser les objectifs définis dans la Section 2, « Objectifs de travail »
- Assurer l'harmonisation totale avec les principes du gouvernement du Canada décrits dans la section 3.8 *ou* décrire les modifications nécessaires à apporter à ces principes pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de cette recommandation
- Prendre en considération les pratiques exemplaires au sein des organisations ayant des perspectives similaires.

5.3.2. Dans le développement de ses recommandations, le Contractant devrait considérer des approches possibles tel que le maintien de couverture individuelle par pays, introduire une couverture régionale ou globale ou autre alternative possible, par exemple, argent ou achat direct par les ERP. Le Contractant devrait aussi considérer l'utilisation d'une approche pleinement assurée versus auto assurée étant donné les objectifs du MAECD, la localisation et les vies assurées.

5.3.3. Chaque approche proposée doit indiquer comment elle répond ou est incapable de répondre aux objectifs opérationnels présentés dans la Section 4, « Résultats opérationnels escomptés et principes ».

5.3.4. Chaque approche doit inclure un plan de conception proposé.

5.3.5. Chaque approche proposée doit inclure une analyse de risque et une analyse des coûts présentant le coût estimé pour l'employeur de l'alternative.

5.3.6. Chaque approche proposée doit également comprendre une approche recommandée de haut niveau pour la transition du modèle actuel au modèle proposé.

5.3.7. Chaque approche proposée doit également comprendre une approche recommandée de haut niveau pour la gestion opérationnelle en cours de la nouvelle conception et du



nouveau modèle opérationnel, incluant mais non limitée à : le processus d'inscription, l'administration des demandes, le cycle de renouvellement, la mise à jour suite à des changements des avantages sociaux et les revues périodiques des avantages sociaux.

5.4. Produits livrables et établissement de rapports

5.4.1. Les produits livrables comprendront ce qui suit :

- i. Des réunions de lancement du projet avec le chargé de projet et le Comité de gouvernance des pensions et des avantages sociaux pour les ERP (CGPASERP) ainsi que des réunions de travail avec le chargé de projet au lancement de chaque étape du travail des sections 5.1. à 5.3.
- ii. Un plan de projet à discuter avec le chargé de projet et à approuver par lui, avec notamment un calendrier et les étapes clés.
- iii. Toutes les deux semaines, le gestionnaire de projet désigné du Contractant fournira des rapports d'étape au chargé de projet. Des séances d'information plus détaillées et une orientation auront lieu sur une base mensuelle, au minimum.
- iv. Des rapports écrits préliminaires lors de l'achèvement du travail prévu aux sections 5.1 à 5.3 ci-dessus. Le rapport préliminaire sera soumis au chargé de projet et servira de base pour discussion avec le CGPASERP et la haute direction.
- v. Séances de travail avec le chargé de projet lors de l'achèvement du travail prévu aux sections 5.1 à 5.3. Les séances de travail discuteront des rapports préliminaires et serviront à identifier les besoins additionnels et fourniront une orientation avant de commencer l'étape suivante du projet.
- vi. Rapports finaux écrits et détaillés lors de l'achèvement du travail prévu aux sections 5.1 à 5.3 ci-haut.
- vii. Des séances d'information avec le CGPASERP et la haute direction. À la demande du chargé de projet, le Contractant impliquera le CGPASERP, lui donnera des séances d'information, discutera des résultats émergents, prendra en compte les directives du Comité et lui fournira des conseils formels, dans le cadre de l'exécution des tâches ci-dessus. L'engagement avec le CGPASERP et les autres membres de la haute direction et l'offre de conseils d'experts à ces personnes est un produit livrable clé du présent projet. On s'attend à ce qu'un minimum de quatre (4) de ces séances d'observation soit nécessaire au cours du projet en plus de la réunion de lancement du projet.

Des travaux additionnels pourraient être nécessaires. Il est prévu que la portée de ces travaux sera définie séparément, et qu'un énoncé de travail sera convenu entre l'entrepreneur et le chargé de projet avant le début de ces travaux supplémentaires. Aux fins des travaux connexes additionnels, les soumissionnaires devront fournir un résumé des taux horaires facturables sous forme d'échelle de taux fondés sur le niveau et les compétences des ressources affectées.

6. Calendrier pour les produits livrables et l'établissement de rapports

6.1. On s'attend à ce que les travaux détaillés dans la Section 5 soient terminés comme suit, ou selon ce qui est conclu par le Contractant et le chargé de projet. On s'attend à ce que les produits livrables permettent d'établir les décisions à prendre par le Gouvernement du Canada concernant l'offre d'assurance aux ERP, ainsi que les modifications nécessaires aux stratégies et principes sous-jacents afin de permettre la réalisation des objectifs opérationnels.

- i. Une rencontre pour initier le projet avec le chargé de projet aura lieu dans les deux semaines après la livraison du contrat signé, ou à un moment mutuellement convenu entre le Contractant



et le chargé de projet. Une rencontre de travail aura lieu avec le CGPASERP afin de discuter des constatations, besoins additionnels et fournir une direction.

- ii. Un rapport préliminaire résumant la revue des régimes existants d'assurance des ERP du Gouvernement du Canada et du modèle de livraison opérationnel conformément à la section 5.1 devra être terminé au plus tard 1 mois après la livraison, par le MAECD, de tous les documents pertinents. Une rencontre de travail aura lieu avec le CGPASERP afin de discuter des résultats et de la direction du projet. Un rapport final écrit devra être fourni au chargé de projet dans les trois (3) semaines suivant la rencontre avec le CGPASERP.
 - iii. Un rapport préliminaire contenant un résumé des pratiques exemplaires pertinentes au sein des organisations multinationales ayant des perspectives similaires conformément à la sous-section 5.2. Ce rapport doit être terminé au plus tard 2 mois après l'achèvement du travail de la sous-section 5.1 ou le plus tôt possible. Une rencontre de travail aura lieu avec le CGPASERP afin de discuter des résultats, besoins additionnels et fournir une direction. Un rapport final sera complété dans les 3 semaines suivant cette rencontre de travail.
 - iv. Un rapport préliminaire contenant des propositions alternatives des approches pour l'offre d'assurance aux employés recrutés sur place. Ce rapport doit être terminé au plus tard 4 mois après l'achèvement des travaux des sous-sections 5.1 et 5.2, ou dès que possible. Une rencontre de travail aura lieu avec le CGPASERP afin de discuter des résultats, besoins additionnels et fournir une direction. Un rapport final sera complété dans les 4 semaines suivant cette rencontre de travail.
- 6.2. Une fois qu'un rapport préliminaire est prêt, le Contractant organisera une réunion avec le chargé de projet afin de discuter des résultats préliminaires. La réunion pourrait prendre place sous forme d'appel ou de vidéo conférence.
- 6.3. Tel que mentionné, à l'achèvement de chaque étape (5.1 à 5.3), le Contractant participera à une réunion et présentera ses conclusions à la haute direction et au Comité de gouvernance des pensions et des avantages sociaux pour les ERP. Le Contractant pourrait devoir participer à une réunion provisoire afin de discuter de l'état d'avancement et de donner de la formation à ce Comité.

Phase 2 - Mise en œuvre

7. Objectifs de travail

- 7.1. Le travail défini dans la Phase 2 ne peut commencer qu'une fois les recommandations du projet décrites dans la Phase 1 sont approuvées. Tous les travaux du projet décrits dans la Phase 2 dépendront des recommandations émanant du projet décrit dans la Phase 1. Puisque la Phase 2 dépend des recommandations de la Phase 1, les soumissionnaires doivent lire la Phase 2 en gardant ce fait à l'esprit.
- 7.2. L'objectif de travail consiste à aider le gouvernement du Canada à mettre en œuvre la recommandation de la Phase 1. En fonction de la recommandation, qui peut inclure la recherche de fournisseurs et/ou de produits d'assurance, la transition de l'approche actuelle vers l'approche recommandée, et le développement des communications avec les intervenants.



8. Tâches/spécifications techniques

8.1. Mise en œuvre de la recommandation de la Phase 1 et de la couverture

- 8.1.1. Le Contractant mettra en place la conception recommandée du projet décrite dans la Phase 1, dont le but consiste à déterminer le(s) fournisseur(s) pertinent(s) pour le(s) régime(s) d'assurance recommandé(s).
- 8.1.2. Le Contractant définira le(s) fournisseur(s) recommandé(s), et contribuera à la mise en œuvre du (des) régime(s) recommandé(s) avec le(s) fournisseur(s) sélectionné(s) et aidera à la transition vers le nouveau programme et le nouveau modèle de livraison opérationnel.
- 8.1.3. Le Contractant contribuera au développement des communications avec les intervenants.

INFORMATION ADDITIONNELLE

9. Déplacements

- 9.1. Bien qu'on s'attende à ce que des déplacements puissent être nécessaires, il convient d'envisager des approches alternatives aux réunions, comme les vidéoconférences et les téléconférences.
- 9.2. Le Contractant doit soumettre une estimation des dépenses de déplacement au chargé de projet aux fins d'approbation avant de faire des réservations de voyage.
- 9.3. Les frais de déplacement autorisés préalablement seront remboursés après la présentation des factures originales appropriées et l'autorisation du responsable du projet.
- 9.4. Les frais de déplacement sont assujettis à la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor, qui se trouve sur le site Web de ce dernier :

<http://njc-cnm.gc.ca/directive/travel-voyage/index-fra.php>

10. Soutien à la clientèle/Considérations

- 10.1. Au besoin, de la documentation à l'appui sera fournie par le MAECD afin d'effectuer les tâches demandées.
- 10.2. Les données nécessaires seront fournies tel que convenu par les échéanciers. Si la disponibilité des données occasionne des délais dans le projet, les échéanciers seront ajustés autant que possible.
- 10.3. Des travaux additionnels peuvent être nécessaires, ceux-ci seront considérés comme un engagement distinct. On s'attend à ce que la portée de tels engagements soit définie séparément et doit être conforme avec les modalités de paiement.



ANNEXE "B"
FORMULAIRE DE PROPOSITION FINANCIERE / BASE DE PAIEMENT

Nom du soumissionnaire:

Adresse:

Personne contact:

Numéro de téléphone: () -

Courriel:

Taux horaire fixe

L'entrepreneur sera payé ainsi, pour le travail effectué en accord avec le Contrat. Toutes taxes applicables sont extra. Tous les taux/prix sont en dollars canadiens.

A. Taux horaire

Les taux horaires proposés (Tel que 8.3 de l'Annexe "A") par niveau devrait être indiqué.

Durée originale du contrat:

Ressource	Année 1		Année 2	
	"A" Taux horaire proposé	"B" # heures estimées	"C" Taux horaire proposé	"D" # heures estimées
Agent(e) de projet (Ressource subalterne)	\$	50	\$	50
Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)	\$	50	\$	50
Chargé(e) de projet (Ressource principale)	\$	50	\$	50

Pour la période optionnelle:

Ressource	Année optionelle 1	
	"E" Taux horaire proposé	"F" # heures estimées
Agent(e) de projet (Ressource subalterne)	\$	50
Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)	\$	50
Chargé(e) de projet (Ressource principale)	\$	50



Ressource	Total
	"I" = (A*B)+(C*D)+(E*F)
Agent(e) de projet (Ressource subalterne)	\$
Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)	\$
Chargé(e) de projet (Ressource principale)	\$

A1: TOTAL Taux horaire (Ajouter Colonne G) = \$ _____

B1. Rapports/Activités de l'Annexe "A"- Frais fixes

NOTE: Le total doit inclure TOUS les coûts (à l'exception des voyages) nécessaires pour compléter le travail dans chaque section.

Description	Total
Lancement du projet et gestion continue du projet	
Réunion de lancement de projet avec le chargé de projet par 5.4.1 (i.)	\$
Préparation et présentation à one (1) une réunion d'une demie journée au Comité de gouvernance à Ottawa par 5.4.1. (vii.)	\$
Plan de projet et calendrier par 5.4.1 (ii.)	\$
Rapport de progrès du projet et breffages par 5.4.1. (iii.)	\$
I – Total Gestion de projet	\$



Description	Total
Résumé des pratiques exemplaires au sein des organisations multinationales ayant des perspectives similaires	
Rencontres de travail avec le chargé de projet par 5.4.1 (v.)	\$
Recherche des meilleures pratiques pertinentes dans les organisations multinationales ayant des perspectives similaire par 5.2.1 & 5.2.2	\$
Rapport de progrès du projet et breffages par 5.4.1. (iii.)	\$
Préparation du rapport détaillé par 5.4.1 (iv.)	\$
Rencontre avec le chargé de projet pour discuter des résultats préliminaires par 5.4.1 (v.)	\$
Préparation du rapport final par 5.4.1 (vi.)	\$
Préparation pour et présentation à une (1) demie journée à une rencontre du Comité de gouvernance à Ottawa par 5.4.1. (vii.)	\$
II – Total des pratiques exemplaires pertinentes	\$
Examen de la conception et modèle d'exécution actuel des régimes d'assurances des employés recrutés sur place	
Rencontres de travail avec le chargé de projet par 5.4.1 (v.)	\$
Recherche et revue de réglementations, politiques et lignes directrices applicables par 5.2.1 et 5.2.2	\$
Revue des polices d'assurance existantes et du modèle d'exécution par 5.1.1	\$
Rapport de progrès du projet et breffages par 5.4.1. (iii.)	\$
Préparation du rapport détaillé par 5.4.1 (iv.)	\$
Rencontre avec le chargé de projet pour discuter des résultats préliminaires par 5.4.1 (v.)	\$
Préparation du rapport final par 5.4.1 (vi.)	\$
Préparation pour et présentation à une (1) demie journée à une rencontre du Comité de gouvernance à Ottawa par 5.4.1. (vii.)	\$
III – Total de la revue du modèle existant	\$



Description	Total
Propositions alternatives sur l'approche de provision d'assurances aux employés recrutés sur place	
Rencontres de travail avec le chargé de projet par 5.4.1 (v.)	\$
Recherche et développement d'approches alternatives par 5.3.1 à 5.3.7 inclusivement	\$
Rapport de progrès du projet et breffages par 5.4.1. (iii.)	\$
Préparation du rapport détaillé par 5.4.1 (iv.)	\$
Rencontre avec le chargé de projet pour discuter des résultats préliminaires par 5.4.1 (v.)	\$
Préparation du rapport final par 5.4.1 (vi.)	\$
Préparation pour et présentation à une (1) demie journée à une rencontre du Comité de gouvernance à Ottawa par 5.4.1. (vii.)	\$
IV – Total Propositions alternatives	\$

B1: Rapports/Activités total des frais fixes (I + II + III + IV) = \$_____

C1 TOTAL (A1 + B1) = \$_____



Énoncé de travail-Proposition financière: PHASE 2-Mise en œuvre

Les montants doivent être cités en dollars canadiens.

A2. Taux horaire

Les taux horaires facturés proposés applicables pour le personnel requis afin d'entreprendre les fonctions surlignées dans l'Annexe 'A' (PHASE 2-Mise en œuvre) doivent être identifiés. Les taux horaires devraient être utilisés afin de compléter le table dans la section B ci-bas.

Ressource	Une (1) année
Agent(e) de projet (Ressource subalterne)	\$
Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)	\$
Chargé(e) de projet (Ressource principale)	\$

B2. Frais estimés

Le tableau suivant est strictement pour les buts de l'évaluation et non une garantie d'heures en vertu de ce contrat.

Une approximation du nombre typique d'heures requis pour compléter les fonctions énumérés dans la Phase 2 de l'Annexe 'A' devrait être fournie ici-bas. À des fins d'évaluation seulement, prière d'utiliser les hypothèses suivantes:

- Mise en œuvre d'un (1) programme international d'assurance médical
- 5 000 employés membres, 70% mariés avec deux dépendants
- Vies assurées sont situées à travers le monde (Où MAECD est localisé)
- Consolidation des fournisseurs avec un maximum d'un par région géographique (Amériques, Europe, Afrique, Asie, Moyen-Orient)

Ressource	Heures approximative au- delà des termes du contrat (1)	Taux horaire facture (De A ci-haut) (2)	Coût approximatif (1) X (2)
Agent(e) de projet (Ressource subalterne)		\$	\$
Gestionnaire de projet (Ressource intermédiaire)		\$	\$
Chargé(e) de projet (Ressource principale)		\$	\$
VI - Total			\$

C2 = Proposition financière totale- Énoncé de travail Annexe "A" Phase 2 (VI) = \$ _____

Grand Total (C1 + C2) = \$ _____

Nom imprimé et Titre

Date



PARTIE V –EXIGENCES DE SÉCURITÉ

A. Exigences et critères obligatoires pour la sécurité et confidentialité des contrats

Les exigences et critères obligatoires pour la sécurité et confidentialité des contrats doivent être inclus dans tous les contrats où des données personnelles (Protégé A ou Protégé B) sont partagées avec/ou stockées par le(s) soumissionnaire(s).

Canada réserve les droits d'approuver ou refuser une soumission si un, ou plusieurs, des critères suivants ne sont pas rencontrés.

Le soumissionnaire doit démontrer clairement où les sous-traitants et/ou affiliés sont proposés. Chaque sous-traitant ou affilié doit rencontrer les critères suivants. Les ententes avec les sous-traitants ou affiliés sont assujetties à l'approbation du Canada.

Données personnelles incluent les données individuelles (électronique ou copie papier) composées d'un ou plus des éléments suivants: *nom, adresse au domicile, numéro de téléphone au domicile, date de naissance, numéro d'assurance sociale ou autre identifiant personnel équivalent, salaire, données médicales ou autre information qui pourrait causer blessure, perte ou gain pour l'individu.*

1. Besoins d'affaires et entreposage des données personnelles

- 1.1. Les soumissionnaires doivent fournir la preuve de leur incorporation ou autorisation de faire des affaires dans leur juridiction.
- 1.2. Les soumissionnaires doivent divulguer tout lieu de travail proposé.
- 1.3. Les soumissionnaires doivent divulguer si l'entreprise a été sujette à toute violation à la vie privée ou sécurité impliquant des données personnelles dans les cinq (5) dernières années et la solution entreprise. T
- 1.4. Les soumissionnaires doivent nommer le(s) pays où les données personnelles ou toute autre information du Canada seront entreposées et confirmer qu'elles ne le seront pas en utilisant un système de stockage 'nuage' en ligne. Autant que possible, les données personnelles devraient être situées dans un des pays avec qui le Canada a un accord bilatéral ou multinationnel. Davantage d'information quant aux instruments internationaux bilatéraux et multinationaux et la sécurité industrielle du Canada: <http://iss-ssi.pwgsc-tpsgc.gc.ca/gvrnmnt/risi-iisr-fra.html>
- 1.5. Les soumissionnaires doivent clairement définir la manière dont les données personnelles ou toute autre information du Canada seront recueillies, stockées, partagées et disposées, incluant les politiques de rétention et démontrer la manière dont les meilleures pratiques de l'industrie s'appliquent à leurs activités et la manière dont ils rencontrent toutes législations locales entourant la vie privée et la sécurité.
- 1.6. Les soumissionnaires doivent démontrer la manière dont les données personnelles ou toute autre information du Canada seront sauvegardées et transmises autant que possible via un site crypté sécurisé entre l'organisation et le Canada ainsi que le Canada et/ou autres fournisseurs, tel que requis. La transmission des données personnelles et toute autre information peuvent être transmises seulement avec l'autorisation expresse du Canada.

2. Sécurité des individus

- 2.1. Les soumissionnaires doivent clairement indiquer la politique et les processus, tel que la vérification des antécédents ou autre protocoles qui sont requis par les soumissionnaires en ce qui concerne la manipulation des données personnelles par leurs employés et certifieront que tels processus ont été entrepris pour tout individu qui aura accès aux données personnelles fournies par le Canada.



B. Autres clauses contractuelles

1. Les soumissionnaires sont d'accord que le Canada puisse obtenir les rapports de police, crédit ou tous autre jugés pertinents afin d'évaluer la pertinence des soumissionnaires, sous-traitants et leurs ressources proposées.
2. Les soumissionnaires sont d'accord que le Canada pourrait effectuer des inspections de leurs aménagements afin de valider leur capacité à rencontrer les exigences contractuelle en matière de sécurité et confidentialité.
3. Les soumissionnaires sont d'accord que le Canada puisse ajuster ses exigences en matière de sécurité et vie privée afin d'être en conformité avec les mises à jour de législations, réglementation et politiques en matière de sécurité et vie privée.
4. Les soumissionnaires doivent accepter d'assumer l'entière responsabilité pour leurs employés qui ont accès aux données personnelles et autre information du Canada.
5. Les soumissionnaires ne doivent divulguer aucune donnée personnelle ou autre information du Canada à d'autres partis concernés non impliqués directement dans le contrat. Lorsque d'autres employés sont impliqués dans le projet, les données personnelles ou autre information du Canada peuvent être partagées sur une base du besoin d'en connaître. Les soumissionnaires chercheront une autorisation écrite du Canada s'ils désirent divulguer toute information à un tiers parti.
6. Les soumissionnaires sont responsables et assujettis à toutes données personnelles ou information du Canada en leur possession. Les soumissionnaires doivent informer le Canada rapidement au sujet de toute violation de sécurité/confidentialité et de coopérer avec le Canada afin d'adresser les problèmes encourus.
7. Les soumissionnaires doivent accepter de demeurer par les exigences de tout consentement éclairés liés au partage des données personnelles.
8. Le Canada se réserve le droit d'exiger que les soumissionnaires d'étendre le période de rétention et de disposer des données personnelles et autre information du Canada en se basant sur les standards requis par le Canada.



ANNEXE 'C' **ARRANGEMENT ACTUEL DES COUVERTURES D'ASSURANCE**

Région	Pays	Total # ERP	Participa tion à la Sécurité sociale
Afrique	Algérie	45	Non
Afrique	Burkina Faso	10	Oui
Afrique	Cameroun	14	Non
Afrique	République démocratique du Congo	16	Non
Afrique	Côte d'Ivoire	18	Oui
Afrique	Éthiopie	34	Non
Afrique	Ghana	49	Oui
Afrique	Kenya	100	Oui
Afrique	Mali	25	Oui
Afrique	Maroc	54	Non
Afrique	Mozambiqu e	16	Non
Afrique	Nigéria	43	Non
Afrique	Rwanda	3	Oui
Afrique	Sénégal	44	Non
Afrique	Afrique du Sud	51	Non
Afrique	Soudan	9	Non
Afrique	Tanzanie	27	Non
Afrique	Tunisie	23	Non

# de ERP assurés	# Dépendant	Couverture médicale	Couverture dentaire	Vision
0	0			
10	29	Assuré	Assuré	Assuré
14	41	Auto- assuré	Auto- assuré	Auto- assuré
16	40	Auto- assuré	Auto- assuré	Auto- assuré
18	55	Assuré	Assuré	Assuré
34	72	Assuré	Assuré	Assuré
49	112	Auto- assuré	Auto- assuré	Auto- assuré
100	204	Assuré	Assuré	Assuré
23	81	Auto- assuré	Auto- assuré	Auto- assuré
53	104	Assuré	Assuré	Assuré
16	36	Assuré	Assuré	Assuré
42	111	Assuré	Assuré	Assuré
3	Non disponible	Auto- assuré	Auto- assuré	Auto- assuré
44	129	Assuré	Assuré	Assuré
44	64	Assuré	Assuré	Assuré
9	28	Auto- assuré	Auto- assuré	Auto- assuré
26	69	Assuré	Assuré	Assuré
23	31	Assuré	Assuré	Assuré

# ERP assurés	Assurance- vie
100	Assuré
53	Assuré
23	Assuré



Afrique	Zambie	5	Non	5	12	Auto-assuré				
Afrique	Zimbabwe	23	Non	23	87	Assuré	Assuré	Assuré		
Amériques	Argentine	39	Non	37	45	Assuré	Assuré	Assuré	37	Assuré
Amériques	Barbades	31	Non	31	39	Assuré	Assuré	Assuré	30	Assuré
Amériques	Bolivie	7	Non	7	15	Assuré	Assuré	Assuré		
Amériques	Brésil	123	Non	123	150	Assuré	Assuré		123	Auto-assuré
Amériques	Chili	35	Non	34	41	Assuré	Assuré	Assuré	34	Assuré
Amériques	Colombie	67	Non	66	75	Assuré			67	Assuré
Amériques	Costa Rica	21	Oui	20	30	Assuré	Assuré		21	Assuré
Amériques	Cuba	47	Non	0						
Amériques	République dominicaine	26	Non	26	35	Assuré			26	Assuré
Amériques	Équateur	12	Non	12	28	Assuré			12	Assuré
Amériques	El Salvador	9	Non	9	16	Assuré			9	Assuré
Amériques	Guatemala	34	Non	34	59	Assuré			34	Assuré
Amériques	Guyane	25	Non	25	35	Assuré	Assuré	Assuré	25	Assuré
Amériques	Haiti	51	Non	51	84	Assuré	Assuré	Assuré	51	Assuré
Amériques	Honduras	11	Non	11	3	Assuré		Assuré	11	Assuré
Amériques	Jamaïque	50	Non	50	62	Assuré	Assuré	Assuré	50	Assuré
Amériques	Mexique	195	Non	184	184	Assuré	Assuré	Assuré	184	Assuré
Amériques	Nicaragua	5	Non	5	10	Assuré				
Amériques	Panama	14	Oui	14	23	Assuré			14	Assuré
Amériques	Pérou	46	Non	42	69	Assuré	Assuré	Assuré	45	Assuré
Amériques	Trinidad et Tobago	51	Non	43	61	Assuré	Assuré	Assuré	43	Assuré
Amériques	États-Unis	442	Non	335	Non disponible	Assuré	Assuré	Assuré	414	Assuré
Amériques	États-Unis (retraités)		Non	141		Assuré	Assuré	Assuré	187	Assuré
Amériques	Uruguay	4	Non	4	Non disponible	Plans individuels				
Amériques	Venezuela	30	Oui	30	43	Assuré	Assuré	Assuré	30	Assuré



Asie	Afghanistan	54	Non
Asie	Australie	61	Non
Asie	Bangladesh	30	Non
Asie	Brunéi	5	Non
Asie	Burma	1	Non
Asie	Chine	318	Non
Asie	Hong Kong	116	Non
Asie	Inde	368	Non
Asie	Indonésie	55	Non
Asie	Japon	102	Non
Asie	Malaisie	27	Non
Asie	Mongolie	9	Non
Asie	Nonuvelle-Zélande	11	Non
Asie	Pakistan	102	Non
Asie	Philippines	149	Oui
Asie	Singapore	57	Oui
Asie	Corée du Sud	42	Non
Asie	Sri Lanka	43	Oui
Asie	Taiwan	35	Oui
Asie	Thaïlande	48	Non
Asie	Vietnam	52	Oui
Europe	Autriche	35	Non
Europe	Belgique	64	Non
Europe	Croatie	7	Non
Europe	République tchèque	0	Non
Europe	Danemark	11	Non
Europe	Estonie	3	Non

54	164	Auto-assuré	Auto-assuré	Auto-assuré
0				
30	43	Assuré	Assuré	Assuré
5	14	Auto-assuré		
0				
0				
116	46	Assuré	Assuré	
367	795	Assuré	Assuré	Assuré
55	116	Assuré	Assuré	Assuré
0				
27	23	Assuré		
0				
0				
102	304	Assuré		
133	145	Assuré	Assuré	Assuré
57	57	Assuré	Assuré	
0				
43	73	Assuré	Assuré	Assuré
33	41	Assuré		
48	47	Assuré	Assuré	
52	103	Assuré	Assuré	
0				Auto-assuré
64	44	Assuré		
0				
0				
0				
0				Auto-

30	Assuré
116	Assuré
367	Assuré
54	Assuré
27	Assuré
102	Assuré
133	Assuré
57	Assuré
40	Assuré
33	Assuré
48	Assuré
52	Assuré
7	Assuré



Europe	Finlande	13	Non
Europe	France	146	Oui
Europe	Allemagne	94	Non
Europe	Grèce	22	Non
Europe	Hongrie	16	Non
Europe	Islande	5	Non
Europe	Irlande	16	Non
Europe	Italie	58	Non
Europe	Kazakhstan	12	Non
Europe	Lettonie	8	Non
Europe	Lituanie	4	Non
Europe	Pays-Bas	24	Non
Europe	Norvège	18	Non
Europe	Pologne	55	Non
Europe	Portugal	12	Oui
Europe	Roumanie	35	Non
Europe	Russie	87	Non
Europe	Serbie	22	Non
Europe	Slovaquie	4	Non
Europe	Espagne	26	Non
Europe	Suède	21	Non
Europe	Suisse (Berne)	17	Non
Europe	Suisse (Genève)	22	Non

				assuré
0				
94	110	Assuré	Assuré	Assuré
0				
21	19	Assuré		
0				Auto-assuré
0				
11	11	Assuré	Assuré	
0				
12	22	Assuré	Assuré	Assuré
7	10	Assuré	Assuré	
4	0	Assuré	Assuré	
0				
55	0	Assuré		Assuré
12	10	Assuré	Assuré	Assuré
35	37	Assuré	Assuré	
85	76	Assuré	Assuré	
0				
0				
25	33	Assuré	Assuré	
21	0	Auto-assuré		
17	26	Plans individuels	Plans individuels	Plans individuels
22	21	Assuré and individual plans	Assuré and individual plans	Assuré and individual plans

21	Assuré
16	Auto-assuré
58	Auto-assuré
18	Assuré
51	Assuré
12	Assuré
85	Assuré
	Assurance-vie obligatoire incluant l'indemnisation des accidents du travail



Europe	Turquie	55	Non
Europe	Ukraine	48	Oui
Europe	Royaume-Uni	202	Non
Moyen-Orient	Egypte	57	Non
Moyen-Orient	Iraq	1	Non
Moyen-Orient	Israel	44	Oui
Moyen-Orient	Jordanie	38	Non
Moyen-Orient	Koweït	14	Non
Moyen-Orient	Liban	31	Non
Moyen-Orient	Qatar	3	Non
Moyen-Orient	Arabie Saoudite	42	Non
Moyen-Orient	Émirats arabes unis	52	Non
Moyen-Orient	Cisjordanie et Gaza	18	Non
Total		5131	

51	41	Assuré		Assuré
48	60	Assuré	Assuré	Assuré
139	Non disponible	Assuré		Assuré
55	95	Auto-assuré	Auto-assuré	Auto-assuré
0				
3	1	Assuré	Assuré	
30	67	Assuré	Assuré	Assuré
31	43	Assuré	Assuré	Assuré
0				
32	36	Assuré	Assuré	Assuré
46	75	Assuré		
5	8	Assuré	Assuré	
3933	5228			

195	Assuré
55	Auto-assuré
30	Assuré
31	Assuré
32	Assuré
3293	